

# RAPSIM

Réseau d'aide aux personnes seules  
et itinérantes de Montréal

## BILAN DES ACTIVITÉS 2017-2018



<b>MOT DE LA PRÉSIDENTE</b> .....	<b>5</b>
S'il suffisait d'aimer... .....	5
<b>DES GAINS ET PROGRÈS DE L'ANNÉE</b> .....	<b>6</b>
Forum : Le point sur la lutte à l'itinérance .....	6
Profilage social .....	6
Plan d'action montréalais en itinérance 2018-2020 .....	6
Itinérance des femmes .....	6
Carte de la Régie de l'assurance maladie du Québec .....	6
<b>INTRODUCTION</b> .....	<b>7</b>
Des développements majeurs .....	7
<b>POUR UNE APPROCHE GLOBALE DANS LA LUTTE À L'ITINÉRANCE</b> .....	<b>8</b>
<b>POLITIQUE EN ITINÉRANCE 4 ANS... MAIS PAS ENCORE TOUTES SES DENTS!</b> .....	<b>9</b>
<b>PLAN D'ACTION INTERSECTORIEL EN ITINÉRANCE DE MONTRÉAL 2015-2020</b> .....	<b>11</b>
Bilan global des travaux du Comité directeur .....	12
Services d'hébergement d'urgence .....	13
Autres groupes de travail .....	13
<b>SPLI : CAP SUR 2028!</b> .....	<b>14</b>
SPLI : 2018-2019 .....	15
SPLI : 2019-2028 .....	17
<b>VILLE DE MONTRÉAL</b> .....	<b>19</b>
Bilan : Une reconnaissance importante .....	20
Dénombrement .....	21
Droit de vote .....	22
<b>LOGEMENT : 4 MURS : CE N'EST PAS ASSEZ!</b> .....	<b>23</b>
Bilan : Des développements et un soutien communautaire nécessaire .....	26
<b>PAUVRETÉ</b> .....	<b>29</b>
Bilan : Un rendez-vous manqué .....	30
<b>SANTÉ</b> .....	<b>31</b>
Bilan : Une action en développement .....	32
<b>PSOC (PROGRAMME DE SOUTIEN AUX ORGANISMES COMMUNAUTAIRES)</b> .....	<b>33</b>
Bilan : Enfin des crédits de développement généraux .....	33
<b>ESPACE PUBLIC ET JUDICIARISATION</b> .....	<b>35</b>
Bilan : Enfin des travaux sur la réglementation! .....	36
<b>ITINÉRANCE DES FEMMES</b> .....	<b>37</b>
Bilan : Un plan qui interpelle .....	38
<b>VIE ASSOCIATIVE : UNE CONTRIBUTION COLOSSALE DES MEMBRES</b> .....	<b>39</b>
Conseil d'administration : Un rôle pilier .....	39
Équipe de travail : Une année de mouvements .....	41
Membership : Adhésions et départs .....	42
Financement : Merci à Centraide! .....	43
<b>UN RÉSEAU IMPLIQUÉ</b> .....	<b>44</b>
<b>COMMUNICATIONS</b> .....	<b>45</b>
Interventions et publications du RAPSIM .....	45
<b>ANNEXES</b> .....	<b>48</b>
1. Membres du RAPSIM .....	48
2. Comité Directeur montréalais du Plan d'action interministériel en itinérance .....	49
3. Membres de l'Opération Droits Devant (ODD) du RAPSIM .....	50
4. Membres du Comité Logement du RAPSIM .....	50
5. Membre du Comité Pauvreté du RAPSIM .....	50
6. Délégations et participation du RAPSIM et de ses membres .....	51
7. Couverture médiatique du RAPSIM .....	52
8. Mot du RAPSIM dans l'Itinéraire .....	54
9. Liste des sigles et abréviations .....	55

## **BILAN DES ACTIVITÉS 2017-2018**

Réseau d'aide aux  
personnes seules et  
itinérance de Montréal  
(RAPSIM)

[www.rapsim.org](http://www.rapsim.org)

**MAI 2018**

**Montage et infographie:**  
Sandy Lampron Design

### **CRÉDITS PHOTOS**

- Couverture: Membres et partenaires du RAPSIM au rassemblement sur la SPLI du 10 mai 2018, photo: Alexis Aubin
- Page 5: France Labelle, Présidente du C.A. du RAPSIM et Directrice générale du Refuge des jeunes de Montréal, photo: Refuge des jeunes
- Page 8: Politique Nationale de lutte à l'itinérance « Ensemble pour éviter la rue et en sortir »
- Page 10: Les participant.e.s au Forum du RAPSIM du 16 mars 2018 à l'Espace Fullum, photo: RAPSIM
- Page 15: Julien Montreuil et Alexandrine au rassemblement sur la SPLI du 10 mai 2018, photo: Alexis Aubin
- Page 15: Membres du Comité Consultatif sur l'itinérance
- Page 16: Une intervenante de Médecins du Monde au rassemblement sur la SPLI du 10 mai 2018, photo: Alexis Aubin
- Page 17: Pierre Gaudreau, Richard Chrétien et Jean-Yves Duclos lors du dévoilement d'un nouveau projet de logements du Sac à Dos, photo: Claude Majeau
- Page 18: Tract du Réseau Solidarité itinérance du Québec dans le cadre de la semaine pour une diversité d'actions en itinérance du Québec, photo: Alexis Aubin
- Page 19: Parce que la rue a différents visages, Plan d'action montréalais en itinérance 2018-2020
- Page 21: Pierre Gaudreau, Micheline Cyr, Rosanie Filato, Guillaume Legault, France Labelle et Serge Lareault lors d'une rencontre avec la Ville de Montréal le 19 décembre 2017, photo: RAPSIM
- Page 23: Des logements sociaux en développement par le Sac à Dos, photo: Atelier Habitation Montréal
- Page 25: Manifestation du FRAPRU pour une bonification du Programme AccèsLogis le 30 janvier 2018, photo: RAPSIM
- Page 26: Un nouveau projet de logement de l'Avenue, Hébergement communautaire, photo: RAPSIM
- Page 27: Alice Lepetit, organisatrice communautaire au RAPSIM et Micheline Cyr, Directrice Générale de l'Auberge Madeleine, lors de l'atelier pauvreté de l'Assemblée générale annuelle 2017 du RAPSIM, photo: Mathieu Frappier
- Page 32: Carte d'Assurance maladie du Québec, photo: Sheila Boardman
- Page 33: Cartons thématiques installés lors d'une rencontre de l'Opération Droits Devant en 2017, photo: RAPSIM
- Page 34: Image thématique du Colloque sur l'Itinérance des femmes: « Rendre visible l'itinérance au féminin » du 9 décembre 2017
- Page 34: Campagne Engagez-vous pour le communautaire
- Page 35: Couverture du Plan d'action en itinérance 2018-2020 de la Ville de Montréal, « Parce que la Rue a différents visages », source: Ville de Montréal
- Page 36: Plénière lors du Forum du RAPSIM du 16 mars 2018, photo: RAPSIM
- Page 37: Conseil d'administration du RAPSIM en juin 2017, photo: RAPSIM
- Page 38: Allocution de Micheline Cyr, administratrice du RAPSIM et Directrice de l'Auberge Madeleine lors du Rassemblement sur la SPLI du 10 mai 2018, photo: Alexis Aubin
- Page 38: Retour sur les ateliers lors du Forum du RAPSIM du 16 mars 2018 avec France Labelle, Alice Lepetit, Guillaume Legault et Pierre Gaudreau, photo: Mathieu Frappier
- Page 39: Marjolaine Despars faisant lors de la réception du Prix Régis Laurin, photo: Simon Laroche
- Page 44: Pierre Gaudreau, photo: Alexis Aubin
- Page 45: Quelques publications du RAPSIM de 2017-2018, photo: RAPSIM
- 4<sup>e</sup> de couverture: Valérie Plante, Pierre Gaudreau, Véronique Hivon et Manon Massé au Forum du RAPSIM du 16 mars 2018, photo: Mathieu Frappier

# MOT DE LA PRÉSIDENTE

## S'IL SUFFISAIT D'AIMER...

Aimer les personnes auprès desquelles nous travaillons. Aimer toutes celles et ceux que nous voulons aider et accompagner. Aimer notre travail et aimer notre organisme.

Ce serait si simple et tellement moins exigeant.

Or, ne faut-il pas mettre en lumière tout ce qui peut mener à l'itinérance, parler de pauvreté, d'austérité et de coupures qui contribuent à la détérioration des conditions de vie et de santé de milliers de personnes ?

Ne faut-il pas réfléchir aussi aux conditions de production et de maintien dans l'itinérance, faute de revenus suffisants, de logements abordables, d'éducation, de programmes de prévention ?

Ne faut-il pas réfléchir en termes de respect des droits : au logement, à l'éducation, à un revenu décent à la santé, à la possibilité de se déplacer dans l'espace public sans être victime de profilage, voire de judiciarisation ?

Lorsque ces droits ne sont pas respectés, n'y a-t-il pas lieu de réclamer, de contester ?

N'y a-t-il pas lieu de se regrouper et se mobiliser pour faire changer les choses ?

N'y a-t-il pas lieu d'expliquer et de démontrer la complexité et la diversité des réalités propres à l'itinérance et à ses visages multiples ? Dans cette perspective, n'y a-t-il pas lieu de développer et promouvoir différentes approches répondant à cette diversité ?

N'y a-t-il pas lieu de demander aux gouvernements de soutenir adéquatement à hauteur de leur mission les organismes venant en aide de différentes manières aux personnes en situation d'itinérance, mais aussi à risque de le devenir ?

Bien au-delà des témoignages de réussite et de reddition de comptes mettant l'emphase sur des résultats probants mesurables et à court terme, n'y a-t-il pas lieu de poursuivre inlassablement la lutte afin de contribuer à améliorer globalement les conditions de vie des plus exclu.e.s, à prévenir et réduire l'itinérance ?

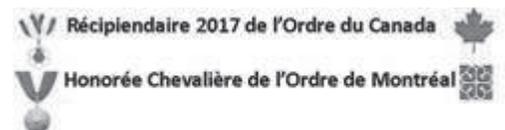
Le RAPSIM fait tout cela depuis bientôt 45 ans, en collaborant, en se mobilisant et en réclamant des changements pour plus d'équité et de justice sociale.

C'est avec une grande fierté que je termine mon mandat à la présidence d'un réseau qui demeure fort et solidaire malgré quelques vents contraires et quelques inquiétudes.

Je salue toutes celles et ceux que j'ai eu le plaisir de côtoyer et vous dit à bientôt... au RAPSIM, qu'il ne suffit pas d'aimer, mais autour duquel il importe de rester mobilisé.e.s.



*Solidairement,  
France Labelle, Présidente du conseil d'administration  
du RAPSIM et Directrice générale du Refuge des Jeunes.*



# DES GAINS ET PROGRÈS DE L'ANNÉE

**S**ur de nombreuses questions, sur lesquelles le RAPSIM et ses membres ont été activement impliqués, des développements sont à souligner en 2017-2018. Parmi ceux-ci, voici 5 dossiers importants ou moments forts de l'année.

## FORUM : LE POINT SUR LA LUTTE À L'ITINÉRANCE

La mobilisation et la qualité des échanges ont permis de réaffirmer la pertinence d'une approche globale dans la lutte à l'itinérance et d'étayer les avancées concrètes et les défis.

## PROFILAGE SOCIAL

Une consultation attendue depuis trois ans s'est tenue à l'été 2017. Les recommandations qui en découlent, de même que le nouveau Plan d'action de la Ville, prévoient l'analyse et la révision de la réglementation et de son application.

## PLAN D'ACTION MONTRÉALAIS EN ITINÉRANCE 2018-2020

Le plan porte une vision globale, avec 40 mesures prévues, dont plusieurs en logement social et pour les maisons de chambres, visant des populations diversifiées et dans différents quartiers.

## ITINÉRANCE DES FEMMES

L'adoption d'un Plan d'action régional sur l'itinérance des femmes et la tenue du colloque « *Rendre visible l'itinérance au féminin* » ont permis de souligner l'ampleur du phénomène et l'importance des réponses à y apporter.

## CARTE DE LA RÉGIE DE L'ASSURANCE MALADIE DU QUÉBEC

La mise en place d'un nouveau processus pour donner accès à la carte de la RAMQ aux personnes en situation d'itinérance a permis d'élargir ce service, et ce, au-delà du centre-ville.

# INTRODUCTION

## DES DÉVELOPPEMENTS MAJEURS

Alors que l'itinérance demeure un problème majeur à Montréal, l'année 2017-2018 a été traversée par des débats cruciaux sur l'action à mener en la matière. Dans l'esprit de la *Politique nationale de lutte à l'itinérance*, l'approche globale prônée par le RAPSIM et ses membres s'est concrétisée dans plusieurs actions.

Un plan d'action sur l'itinérance des femmes, trop souvent sous-estimée, a ainsi été développé. De nouveaux logements sociaux avec soutien communautaire ont vu le jour, tout comme quatre Services d'injection supervisée (SIS). L'ampleur des actions à mener contre le profilage social a été reconnue par la Ville qui s'est engagée à réviser sa réglementation, une demande de longue date portée par le RAPSIM.

Toutes ces actions contribuent à faire avancer la lutte contre l'itinérance et à sauver des vies. Des milliers de personnes améliorent leur situation, nombre d'entre elles se sortent de la rue et encore plus l'évitent. Il demeure néanmoins que l'itinérance persiste, sous diverses réalités et différents visages, et cela, dans plusieurs quartiers. Par ailleurs, le nombre de nuitées offertes par les ressources d'hébergement est en forte hausse cette année.

Comme le souligne la Politique nationale en itinérance, il y a une responsabilité collective à assumer face au phénomène. Si les réponses apportées par les trois paliers de gouvernement demeurent insuffisantes, cette année a malgré tout été marquée par des engagements porteurs d'espoir.

Au fédéral, le gouvernement a annoncé une Stratégie en logement, dont beaucoup d'éléments restent à préciser, mais qui prévoit des fonds importants, notamment pour réduire l'itinérance. L'investissement majeur annoncé sur 10 ans dans la *Stratégie de partenariats de lutte contre l'itinérance (SPLI)* a fait l'objet de travaux importants afin de préciser les orientations données à l'affectation des fonds. L'approche globale prônée par le RAPSIM y a été bien entendue.

Au Québec, l'approche des élections a été marquée par un certain réinvestissement en logement social et en financement des groupes communautaires. Mais ces mesures demeurent largement insuffisantes pour réparer les dégâts causés par quatre années d'austérité. L'année a aussi été marquée par l'adoption d'une réforme à l'aide sociale qui menace d'appauvrir encore davantage certains prestataires, tandis qu'un 3<sup>e</sup> Plan de lutte à la pauvreté a été lancé, laissant de nombreuses personnes de côté.

Du côté de la Ville, alors que le RAPSIM avait soulevé l'ampleur du travail qu'il reste à mener lors de la campagne électorale, la nouvelle administration a adopté un *Plan d'action montréalais en itinérance 2018-2020* solide, pertinent et ambitieux.

Le RAPSIM termine l'année en force, motivé par ses gains et prêt à affronter les défis à venir.

*Pierre Gaudreau, Directeur du RAPSIM*

# POUR UNE APPROCHE GLOBALE DANS LA LUTTE À L'ITINÉRANCE

L'approche globale de la lutte à l'itinérance est centrale dans la vision du RAPSIM. Elle signifie la nécessité de tenir compte des différentes causes qui ont entraîné des personnes à se retrouver en situation d'itinérance et qui constituent, pour d'autres, un risque d'itinérance. La pluralité de ces causes et la diversité de situations vécues appellent cette approche globale dans les actions à mener.

## EN 2017-2018, LE RAPSIM AVAIT POUR MANDAT DE :

Poursuivre son travail en faveur d'une approche globale de la lutte à l'itinérance et que cette orientation guide l'ensemble de son action.

Effectivement, et encore plus cette année, cette orientation s'est concrétisée à travers l'ensemble des actions du RAPSIM. Plus particulièrement, elle a été centrale dans notre action pour que se déploie la Politique nationale de lutte à l'itinérance, notre travail sur la SPLI, et celui lié au nouveau plan d'action en itinérance de la Ville de Montréal. La promotion de cette approche a trouvé un bon écho et suscité l'adhésion de nos membres, partenaires et institutions impliqués dans la lutte à l'itinérance à Montréal.

**LE POINT SUR**  
**LA LUTTE À L'ITINÉRANCE**

LOGEMENT  
REVENU  
PROFILAGE  
INSERTION  
SANTÉ

**FORUM**  
**VENDREDI 16 MARS 2018**  
**DE 9H À 16H**  
Grande Chapelle de l'Espace Fullum  
1431 Fullum, Montréal

INSCRIPTION OBLIGATOIRE AVANT LE 9 MARS 2018

Pour plus d'informations  
info@rapsim.org / 514-879-1949

**RAPSIM**  
Réseau d'aide aux personnes seules  
et itinérantes de Montréal

# POLITIQUE EN ITINÉRANCE

## 4 ANS... MAIS PAS ENCORE TOUTES SES DENTS!

**L**a Politique nationale de lutte à l'itinérance a été adoptée en février 2014. Elle identifie la responsabilité collective face au phénomène de l'itinérance et porte une vision globale des actions à mener pour prévenir et réduire celle-ci. Elle interpelle une dizaine de ministères et se déploie dans cinq axes d'intervention à savoir: le logement, les services de santé et les services sociaux, le revenu, l'éducation, l'insertion sociale et professionnelle ainsi que la cohabitation sociale et la judiciarisation.

Pour assurer sa mise en œuvre, le gouvernement a adopté un Plan d'action interministériel 2015-2020 dont un volet régional mobilise plusieurs de ses services, tout comme ceux de la Ville de Montréal, du RAPSIM et d'autres organismes communautaires.

### EN 2017-2018, LE RAPSIM AVAIT POUR MANDAT DE :

Poursuivre son action pour que la Politique nationale de lutte contre l'itinérance :

- soit appuyée par des investissements accrus du gouvernement du Québec de ses différents ministères concernés, prioritairement dans la lutte à la pauvreté et pour le logement social ;
- en maintenant une implication active dans les travaux du Comité directeur et dans ses groupes de travail pour que se déploie le Plan d'action intersectoriel en itinérance de Montréal 2015-2020.

### ACTIONS MENÉES :

- **Colloque national sur l'itinérance** des 19 et 20 octobre 2017 organisé par le CRÉMIS pour le MSSS. Participation au Comité scientifique (5 rencontres), 4 présentations en ateliers, 70 participant.e.s dont plus de 60 groupes membres.
- **Rencontre du chef du PQ**, Jean-François Lisée, le 19 février 2018.
- **Forum du RAPSIM – Le Point sur la lutte à l'itinérance** du 16 mars 2018. Tenu à guichets fermés, 170 participant.e.s, dont 52 groupes membres, prises de parole de Valérie Plante, Véronique Hivon et Manon Massé.
- **Étude des crédits budgétaires 2018-2019** en avril 2018: questions envoyées aux partis de l'opposition et reprises sur les enjeux SPLI et soutien communautaire.
- **Rencontre de la direction itinérance du MSSS** le 27 avril 2018 avec le RSIQ.



## **BILAN : UNE POLITIQUE TOUJOURS NÉCESSAIRE**

La pertinence d'une approche globale a été soulevée tout au long de l'année, non seulement par le RAPSIM, mais aussi par d'autres acteurs directement concernés par la lutte à l'itinérance. Cela fut le cas au forum du RAPSIM, mais aussi lors du Colloque national organisé par le MSSS.

Le contexte dans lequel se déploie la politique demeure marqué par une insuffisance des moyens qui y sont consacrés. Des fonds accrus ont été annoncés en logement, financement des organismes, services sociaux et autres actions gouvernementales. Ces gains sont certes insuffisants, mais résultent en partie de l'action du RAPSIM et de ses membres.

Cette année a aussi été marquée par l'absence de travaux du comité externe de suivi du Plan d'action interministériel en itinérance 2015-2020. Formé par le gouvernement du Québec en 2016, ce comité réserve trois sièges à des représentant.e.s communautaires, dont un pour le RAPSIM. Un premier exercice réalisé à l'hiver 2017 avait permis de souligner les avancées, mais aussi les défis de la mise en œuvre du Plan d'action. Le MSSS a annoncé la reprise des travaux pour l'été 2018, avec au programme un bilan de mi-parcours de ce plan, alors que ce dernier arrivera presque à terme.

# PLAN D'ACTION INTERSECTORIEL EN ITINÉRANCE DE MONTRÉAL 2015-2020

À l'échelle régionale, les orientations de la Politique de lutte à l'itinérance et du Plan d'action interministériel s'incarnent dans le Plan d'action intersectoriel 2015-2020. Celui-ci établit les objectifs à atteindre en matière de lutte à l'itinérance sur le territoire montréalais.

Un Comité directeur réunit les acteurs interpellés dans la mise en œuvre du Plan d'action intersectoriel en itinérance, soit des directions régionales des ministères concernés, des représentant.e.s du Réseau de la santé et de la Ville de Montréal, de même que le RAPSIM et le Mouvement pour mettre fin à l'itinérance à Montréal (MMFIM). Un Comité exécutif (Direction itinérance du CIUSSS-CS, Ville et RAPSIM) est chargé de suivre les travaux du Comité directeur et d'en préparer les rencontres. Finalement, douze groupes de travail assurent le développement des mesures prévues dans le Plan d'action intersectoriel. Les groupes de travail où le RAPSIM assure une participation régulière sont illustrés en gris dans le schéma qui suit.

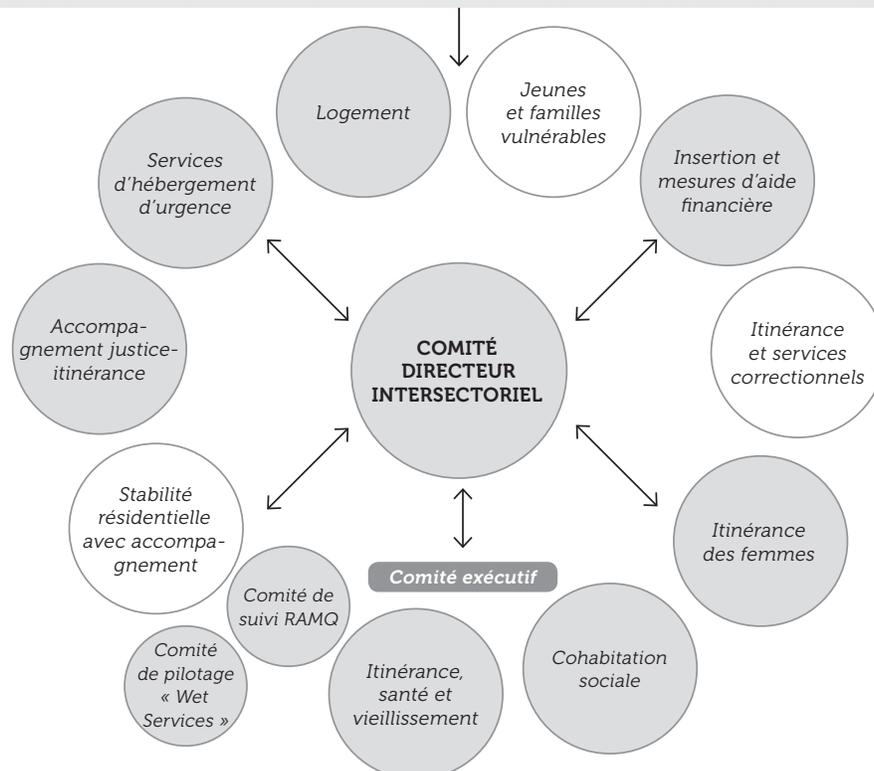
## EN 2017-2018, LE RAPSIM AVAIT POUR MANDAT DE :

Maintenir une implication active dans les travaux du Comité directeur et dans ses groupes de travail pour que se déploie le *Plan d'action intersectoriel en itinérance de Montréal 2015-2020*.

### POLITIQUE NATIONALE DE LUTTE À L'ITINÉRANCE

PLAN D'ACTION INTERMINISTÉRIEL PILOTÉ PAR LE MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX (MSSS)

PLAN D'ACTION INTERSECTORIEL DE MONTRÉAL PILOTÉ PAR LE SERVICE RÉGIONAL DU CIUSSS DU CENTRE-SUD-DE-L'ÎLE-DE-MONTRÉAL



## ACTIONS MENÉES :

- Participation à 4 rencontres du Comité directeur.
- Participation à 7 rencontres du Comité exécutif du Comité directeur.
- Participation régulière aux rencontres de 9 des 12 groupes de travail.

## **BILAN GLOBAL DES TRAVAUX DU COMITÉ DIRECTEUR**

Le déploiement du Plan d'action intersectoriel 2015-2010 de Montréal a connu cette année plusieurs progrès, grâce à l'action de différents ministères, services municipaux et organismes communautaires. Le leadership du CIUSSS dans ces travaux est déterminant. La Ville de Montréal et le RAPSIM y apportent aussi une impulsion dans le suivi global et l'action de ses différents groupes de travail.

L'implication du RAPSIM a été majeure dans le développement du travail à plusieurs niveaux dont l'accès à la carte RAMQ, l'adoption du Plan d'action sur l'itinérance des femmes ou encore, l'accès au chèque d'aide sociale à la sortie du milieu carcéral. La rencontre de bilan de mi-parcours, tenue suite à une proposition du RAPSIM, a permis d'identifier les avancées et enjeux relatifs au déploiement du Plan.

Le défi de conserver une vision globale, telle que portée par la Politique nationale, tout en assurant un suivi des nombreuses mesures prévues au Plan d'action a été abordé au moment de faire le bilan des activités du Comité directeur. Celui-ci a également permis de faire état des avancées, tout comme de souligner les limites de l'action régionale dans sa capacité d'agir au niveau structurel, en lien avec orientations politiques définies au niveau national sur des enjeux tels que la pauvreté et le logement.

## ACTIONS MENÉES :

- Tenue de 5 rencontres du GT SHU sur la planification et le suivi des mesures hivernales.
- Information et d'échanges sur différents enjeux, dont les *Wet services*, les demandeurs d'asile et l'accessibilité aux services d'hébergement pour les personnes trans.

**Tableau évolutif de la fréquentation des services d'hébergement d'urgence à Montréal 2016-2018.**

SERVICES D'HÉBERGEMENT POUR HOMMES		SERVICES D'HÉBERGEMENT POUR FEMMES	
Année	Nombre de nuitées	Année	Nombre de nuitées
2015-2016	218 055	2015-2016	25 061
2016-2017	205 319	2016-2017	22 880
2017-2018	230 226	2017-2018	25 150

**NOTE :** Une certaine variation dans l'offre totale de places d'hébergement d'urgence d'une année à l'autre est à noter. Ces données sont basées sur la compilation des données recueillies par la Ville de Montréal, dont plusieurs ressources pour femmes et celles pour les jeunes sont exclues.

# SERVICES D'HÉBERGEMENT D'URGENCE

Le Groupe de travail Services d'hébergement d'urgence (GT SHU) réunit la Ville de Montréal, le CIUSSS C-S, le RAPSIM et différentes ressources d'hébergement. Il vise à s'assurer que l'offre de places soit suffisante pour répondre aux besoins.

## UNE FORTE FRÉQUENTATION

Il se dégage un constat clair, et ce, sur l'ensemble de la dernière année: un nombre croissant de personnes ont trouvé refuge dans les ressources d'hébergement montréalaises. En effet, les ressources pour hommes ont dû offrir 25 000 nuitées supplémentaires cette année, atteignant un total de 230 000 nuitées. Du côté des ressources en hébergement d'urgence pour femmes, ce sont au moins 2200 nuitées supplémentaires qui ont été offertes en 2017-2018, comparativement à l'année précédente.

Dans le cadre des mesures hivernales, la halte chaleur de la Mission St-Michael's a été ouverte 110 soirs en continu (indépendamment des températures contrairement à l'an dernier) et a vu une moyenne de 83 personnes par nuit. Le refuge de nuit opéré au CAP St-Barnabé, dans Hochelaga-Maisonneuve, a pour sa part permis d'accueillir une vingtaine d'hommes et quelques femmes chaque nuit au cours de l'hiver. Enfin, l'extension des services de la navette d'OBM a permis de favoriser l'accès à plusieurs ressources d'hébergement, dont notamment celles pour femmes, desquelles plusieurs sont situées en dehors du centre-ville.

## AUTRES GROUPES DE TRAVAIL

Le bilan des actions menées par les autres groupes de travail, mis en place dans le cadre du Plan d'action intersectoriel, sera abordé dans les sections suivantes (groupes de travail Santé, RAMQ, Logement, Insertion et mesures d'aide financière).

# SPLI : CAP VERS 2028 !

Depuis 2002, le gouvernement fédéral apporte un soutien important à la lutte à l'itinérance avec son programme maintenant connu sous le nom de la *Stratégie de partenariats de lutte contre l'itinérance (SPLI)*. Cette aide a permis de soutenir une diversité d'interventions pour prévenir et réduire l'itinérance. Elle a également joué un rôle essentiel dans le soutien à des immobilisations, à travers le développement de logements sociaux et les installations des organismes.

En 2014, le gouvernement Harper a cependant opéré un virage vers le *Housing first*, une aide passant majoritairement par le logement privé. Celui-ci a alors imposé que 65 % des fonds de la SPLI soient consacrés à cette formule. Depuis 2016, le gouvernement Trudeau a ajouté des fonds à la SPLI, et rétablit une meilleure souplesse dans leur affectation.

En mars 2017, le gouvernement a annoncé des fonds doublés pour la SPLI sur la décennie 2019-2028 pour un investissement total de 2 milliards\$. Une question importante demeure : quelles orientations guideront l'affectation de ces fonds ?

Comme chaque année depuis bientôt vingt ans, le RAPSIM a déployé une activité importante sur la SPLI. Il a suivi activement l'affectation des fonds disponibles pour 2018-2019 et participé aux travaux sur ceux à venir. Cette année, une partie importante de l'action du RAPSIM fut consacrée aux orientations des fonds doublés, annoncés pour 2019-2028. Ce travail s'est fait, notamment, à travers la participation au comité consultatif mis sur pied par le gouvernement fédéral pour l'orienter dans la refonte du programme.

## EN 2017-2018, LE RAPSIM AVAIT POUR MANDAT DE :

Mener une action majeure pour gagner que le financement accru pour la SPLI annoncé dans le dernier budget fédéral soit affecté :

- avec une approche globale de la lutte contre l'itinérance, incluant la diversité d'interventions et les immobilisations ;
- rapidement et avec un engagement pluriannuel ;
- dans le respect du processus communautaire en place ;
- avec des fonds adéquats et équitables pour Montréal.



## SPLI 2018-2019

### ACTIONS MENÉES :

- Participation au Comité d'analyse des projets de la SPLI 2018-2019 (3 rencontres et suivis).
- Suivi et interventions concernant la progression des ententes de contribution par la SPLI, avec les membres, le RSIQ, le CIUSSS, la Ville, le MSSS, Service Canada et le cabinet du ministre Duclos.

### BILAN : TROIS ANNÉES DE GAGNÉES

Pour une 3<sup>e</sup> année consécutive, des fonds additionnels ont été investis par le gouvernement Trudeau. Ces fonds accrus pour la SPLI ont permis de consolider le financement qui avait été coupé dans différentes interventions en raison de la priorité imposée au *Housing first* dans le cadre de la SPLI 2015-2019. Des fonds résiduels disponibles ont aussi pu être investis pour contribuer à la réalisation de nouveaux projets de logements sociaux et l'aménagement de locaux d'organismes. Cela apporte un soutien majeur aux actions menées avec une approche globale et constitue un gain important pour le RAPSIM.

**Évolution de l'affectation des fonds fédéraux à Montréal 2009-2018.**

Programme	Montant (M\$)/an	Immobilisations (%)	Interventions (%)	Housing first (%)
SPLI 2009-2014	7,8	48	52	—
SPLI 2015-2019	7,8	5	29	65
SPLI 2016-2019	+2,8	40	55	5
SPLI 2019-2028	?	?	?	?

Au niveau régional, le traitement de l'appel pour l'affectation des fonds s'est fait rondement avec une implication active des promoteurs, dont plus de 40 organismes membres du RAPSIM, du CIUSSS C-S qui pilote ces travaux et de la Ville qui en est aussi partenaire. Lancé encore une fois en période estivale, l'appel de projets a été traité rapidement, pour ensuite cheminer lentement. Ceci a alors occasionné certains délais pour la signature des projets, dont plusieurs l'auront été juste à temps pour leur financement au 1<sup>er</sup> avril 2018.

En ce qui concerne l'affectation des fonds additionnels de 2,8 millions\$ pour la SPLI 2018-2019, le RAPSIM, dont 2 représentants siègent au comité d'analyse des projets, a continué de jouer son rôle, en s'assurant de supporter les réponses les plus adéquates aux besoins du milieu dans les limites de cet appel et de son budget.





## SPLI : 2019-2028

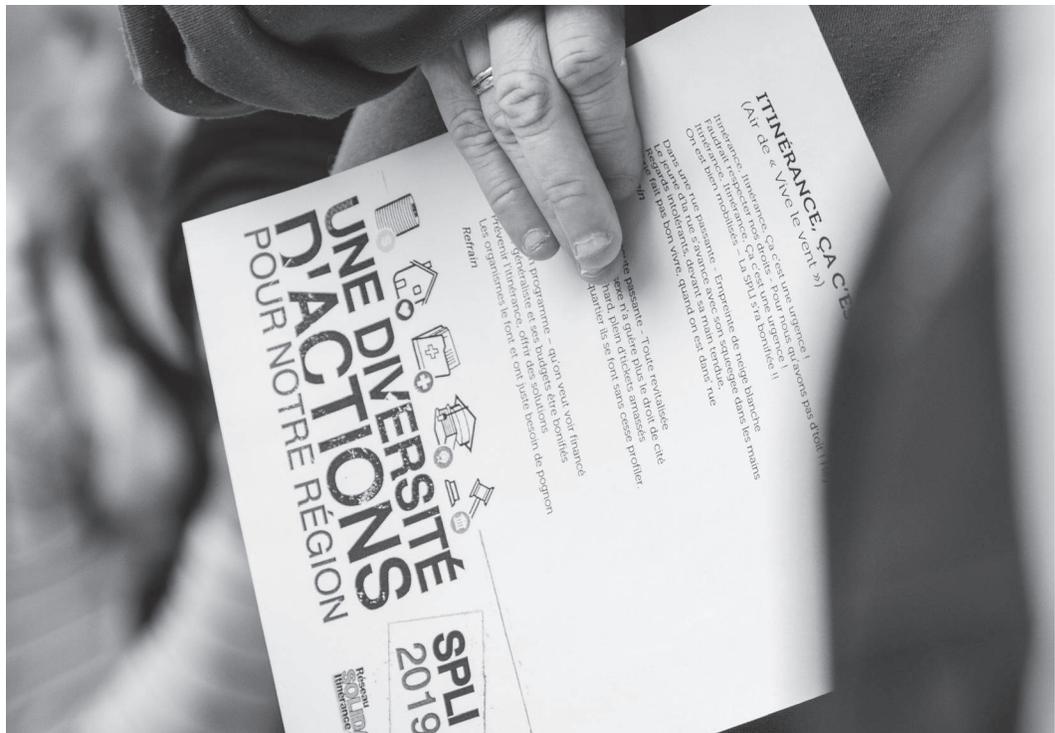
### ACTIONS MENÉES :

- Participation au Comité consultatif sur l'itinérance formé par le gouvernement fédéral (5 rencontres de juillet à janvier, participation à 4 tables-rondes locales à travers le Canada et 5 visites d'organismes).
- Organisation avec le RSIQ d'une campagne de lettres au ministre Duclos en octobre 2017 ; 135 appuis reçus au RAPSIM, dont 62 organismes membres et plusieurs élu.e.s dont la future mairesse de Montréal, Valérie Plante.
- Échanges réguliers avec le ministre Duclos.
- 22 mars: Rencontre conjointe avec le FRAPRU et le RQOH, du chef du NPD, Jagmeet Singh.
- Publication en février 2018 du document *Plus de 100 millions\$ en jeu pour Montréal*; 1000 copies distribuées aux membres, partenaires et élu.e.s.
- Mars-avril: Participation à la consultation du gouvernement du Québec sur le bilan de la SPLI (rédaction d'un avis et participation à une rencontre du Comité des partenaires de la SPLI à Montréal avec des groupes membres), questions transmises aux oppositions lors de l'étude des crédits budgétaires du MSSS.
- Rassemblement pour la SPLI organisé par le RAPSIM le 10 mai devant le Complexe Guy-Favreau, 200 participant.e.s. en provenance de plus de 40 groupes membres.

### BILAN : UNE DÉCENNIE TOUJOURS EN JEU

En juin 2017, cinq mois après l'annonce de sa création, le gouvernement nommait la composition de son Comité consultatif en itinérance, dont le mandat serait de le guider dans l'orientation des investissements prévus pour la SPLI 2019-2028.

Durant six mois, le Comité a travaillé sous la présidence du député de Toronto, Adam Vaughan, un exercice intense de consultations locales, de réflexion et d'échanges sur les stratégies à adopter pour lutter contre l'itinérance.



Alors que plus de 800 candidatures avaient été déposées au Canada, deux personnes du Québec ont été sélectionnées pour partager leur expertise au sein du comité consultatif : Pierre Gaudreau, directeur du RAPSIM et Jimena Michea, coordonnatrice du Regroupement pour l'aide aux itinérants et itinérantes de Québec (RAIIQ).

L'expertise de ces deux têtes de réseaux a certes été retenue. Plus largement, c'est cependant l'expertise des réseaux communautaires au sein desquels ils s'impliquent qui a ainsi pu être mise à contribution, reconnue et entendue dans le cadre des travaux. En effet, ces deux représentant.e.s du Québec se sont investis conjointement dans les travaux, en s'appuyant constamment sur leur ancrage dans le milieu et en mobilisant celui-ci à différentes étapes du processus (diffusion d'un sondage, tables rondes organisées à Québec et Montréal). Ces espaces ont permis de mettre de l'avant une vision commune, développée depuis des décennies à Montréal et Québec, en faveur d'une approche globale dans la lutte à l'itinérance.

Au moment de rédiger ce bilan, le rapport final du comité consultatif n'a pas été rendu public et le gouvernement fédéral n'a toujours pas annoncé son choix quant à l'orientation des fonds de la SPLI pour 2019-2028.

Tant les projets financés par les fonds additionnels de la SPLI en 2016, que ceux engagés dans le cadre de la SPLI *Housing first* en 2015, se termineront au 31 mars 2019. De nouveaux projets SPLI débiteront donc dans 10 mois. L'incertitude pèse sur les organismes dont les projets se sont développés avec l'appui de la SPLI, mais elle touche d'abord directement les personnes en situation d'itinérance rejointes dans le cadre de ces projets. Il est donc urgent qu'Ottawa précise l'orientation des fonds et les conditions dans lesquelles ils seront rendus disponibles à compter du 1<sup>er</sup> avril prochain.

La défense d'une approche globale et communautaire dans l'affectation des fonds de la SPLI suscite une forte mobilisation des membres du RAPSIM. La Ville de Montréal et le gouvernement du Québec soutiennent également cette position. Malgré ces appuis, la bataille est loin d'être gagnée. L'orientation qui sera donnée par Ottawa aux fonds de la SPLI sera déterminante pour la lutte à l'itinérance dans la prochaine décennie.

# VILLE DE MONTRÉAL

**D**epuis 1987, Année internationale du logement des sans-abri, Montréal s'est doté de plans d'action en itinérance prévoyant différentes mesures. L'année 2017-2018 a débuté par la fin des travaux du Comité du maire (Coderre) en itinérance. Elle s'est poursuivie avec la campagne électorale et l'arrivée de l'administration Projet Montréal et d'une nouvelle mairesse, Valérie Plante.

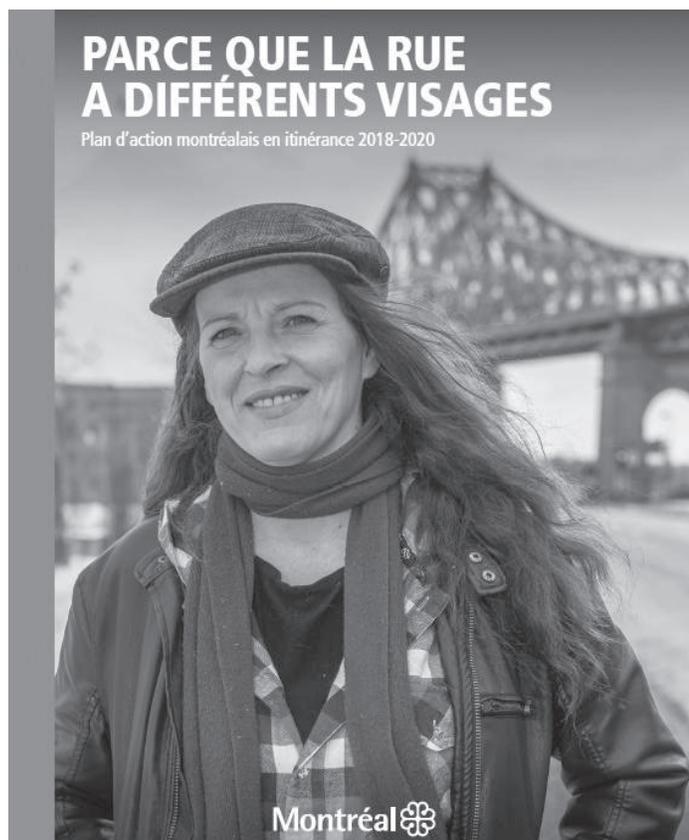
## EN 2017-2018, LE RAPSIM AVAIT POUR MANDAT DE :

Continuer de s'impliquer dans les travaux du Comité du maire, visant la préparation et le suivi d'un nouveau Plan d'action montréalais en itinérance ;

Intervenir dans les suites de l'Entente sur le Réflexe Montréal et du nouveau statut de métropole pour s'assurer que l'exercice des pouvoirs accrus de Montréal respecte les acquis des politiques, plans et mesures au niveau du gouvernement du Québec, dont la Politique nationale de lutte à l'itinérance et la Politique de reconnaissance de l'action communautaire ;

Suivre l'exercice de dénombrement prévu et d'intervenir sur celui-ci afin de continuer à démontrer l'ampleur ainsi que la diversité des situations d'itinérance et la nécessité de travailler de façon locale et régionale pour répondre à l'ensemble de celles-ci ;

Intervenir d'ici les élections du 5 novembre pour faire connaître ses demandes ainsi que pour favoriser l'exercice du droit de vote.



## **ACTIONS MENÉES :**

- 7 Juin: Participation à la dernière rencontre du Comité du maire Coderre en itinérance.
- 15 juin: Rencontre de Valérie Plante, candidate à la mairie de Montréal.
- Août: Production et diffusion large (1000 copies) du bulletin pour la campagne: « *Itinérance: Beaucoup reste à faire* ».
- 25 septembre: Conférence de presse à Diners St-Louis en présence de plusieurs membres et partenaires.
- Commentaires lors de la sortie des engagements en itinérance de l'équipe Denis Coderre et de l'équipe Valérie Plante.
- Automne-hiver: Rencontres avec le Protecteur des personnes en situation d'itinérance et les responsables du Service du développement social sur le futur Plan d'action en itinérance de la Ville.
- 19 décembre: Rencontre avec les membres du Comité exécutif responsables des dossiers itinérance (Rosannie Filato), sécurité publique (Nathalie Goulet) et habitation (Magda Popeanu).
- 16 janvier: Rencontre avec la mairesse Valérie Plante.
- 7 mars: Présence à la sortie du Plan d'action montréalais en itinérance 2018-2020 et réaction publique du RAPSIM: *Un plan solide, ambitieux et pertinent*.
- Mars-avril: Commentaires sur la tenue du 2<sup>e</sup> dénombrement.

## **BILAN : UNE RECONNAISSANCE IMPORTANTE**

C'est, comme toujours, de façon non partisane et bien avant la campagne électorale, que le RAPSIM avait entrepris son travail pour influencer l'action de la prochaine administration municipale. En ce sens, le bulletin réalisé dans le cadre de la campagne soulignait les contributions de l'administration Coderre (notamment le développement de logements sociaux, l'appui aux services d'injection supervisée et la reconnaissance des centres de jour), mais aussi l'ampleur du travail qu'il reste à faire dans les différents domaines.

L'action en direction de la Ville a trouvé des échos très favorables sur un grand nombre de questions. Les enjeux de l'itinérance étaient présents dans les engagements des deux principaux partis. Les deux administrations, celle de Denis Coderre, comme celle de Valérie Plante, ont par ailleurs reconnu l'importance du cadre posé par la Politique nationale de lutte à l'itinérance.

On retrouve de nombreuses demandes du RAPSIM dans le nouveau Plan d'action de la Ville en itinérance 2018-2020. La Ville s'y engage à jouer un rôle de premier plan en matière de développement du logement social, de sauvegarde des maisons de chambres ou de lutte contre le profilage social. Ce Plan reconnaît la diversité des réalités de l'itinérance, la nécessité d'y apporter une pluralité de réponses, et ce, dans les différents quartiers. Il porte une vision globale de lutte à l'itinérance, incluant l'importance d'agir en prévention autant qu'en réduction du phénomène. À raison, le RAPSIM est identifié comme partenaire par le *Plan d'action montréalais en itinérance 2018-2020*. Il est et souhaite continuer d'être partenaire de la réalisation d'un grand nombre de ces mesures.



Deux principaux défis se posent pour l'atteinte des objectifs prévus au plan d'action de la Ville. Le premier renvoie à la volonté politique que cette dernière devra déployer pour que ses engagements mènent à de véritables changements. Pensons notamment aux actions à poser en matière de lutte contre le profilage et en faveur de la sauvegarde des maisons de chambres. Le second défi renvoie aux moyens que la Ville parviendra à obtenir de la part des autres paliers gouvernementaux, lesquels seront essentiels à l'atteinte de ses objectifs, par exemple en habitation.

## DÉNOMBREMENT

Une des actions de la Ville qui a reçu une importante visibilité est le 2<sup>e</sup> dénombrement des personnes itinérantes, le 25 avril 2018. Il s'est déroulé trois ans après la tenue du premier exercice en mars 2015. De nouveau cette année, la Ville de Montréal a donné le contrat d'organisation à l'Institut Douglas et accordé un soutien au MMFIM, comme principal partenaire de cette action.

Dans le respect de son mandat, le RAPSIM a suivi et commenté le dénombrement, soulignant les limites de cet exercice, en rappelant notamment que celui-ci ne permet de dresser qu'un portrait très incomplet de l'itinérance, un polaroid imparfait de la réalité d'un soir. Ainsi, les données qui en résultent occultent différentes situations d'itinérance réelles, mais invisibles, en commençant par celles des femmes et des jeunes comme les avis du Conseil des Montréalaises et du Conseil jeunesse de Montréal l'ont soulevé en 2017.

Cette année, des critiques importantes du dénombrement ont été apportées par plusieurs acteurs dont le Réseau SOLIDARITÉ itinérance du Québec, le Regroupement des Auberges du cœur du Québec et l'Association des travailleurs et travailleuses de rue du Québec.

Au-delà des limites du portrait, c'est son impact sur l'affectation des ressources qui a été soulevé par le RAPSIM et d'autres acteurs. Le gouvernement fédéral a soutenu la tenue des dénombrements dans 65 villes à travers le Canada, notamment par des financements SPLI. L'exercice est utilisé comme un indicateur de progrès, visant à mesurer l'ampleur et l'évolution de l'itinérance. Le problème avec le chiffre n'est donc pas son existence en soi, mais bien son influence sur l'affectation des ressources vers certaines réponses, ciblant l'itinérance chronique. Cet exercice ne rend pas justice à la diversité des réalités ni à l'importance d'y apporter des réponses diversifiées, visant à prévenir autant que réduire l'itinérance, et ce, dans les différents quartiers.

Parallèlement au dénombrement, un portrait national de l'itinérance piloté par le gouvernement du Québec, et dont la sortie est prévue en 2020, est en préparation. Basé sur des données élargies, cet exercice pourrait permettre de dresser un portrait plus complet de la diversité des réalités de l'itinérance.

## **DROIT DE VOTE**

### **ACTIONS MENÉES :**

- Collaboration soutenue avec le Service de la greffe de la Ville de juin à novembre afin de faciliter l'exercice du droit de vote des personnes en situation ou à risque d'itinérance lors des élections municipales.
- Diffusion des informations et réseautage des agent.e.s de relations communautaires embauché.e.s par la Ville avec les organismes en itinérance.
- Organisation d'une rencontre d'information le 18 septembre en collaboration avec le Service de la greffe, sur les mécanismes mis en place pour faciliter l'inscription sur les listes électorales (une trentaine de membres présents).

### **BILAN**

Une cinquantaine de personnes, issues de 24 organismes, dont 21 sont membres du RAPSIM, ont été désignées pour être autorisées à délivrer des attestations de fréquentation à des personnes sans adresse, leur permettant ainsi de s'inscrire sur les listes électorales. Une vingtaine d'organismes ont reçu la visite d'un.e agent.e de relation communautaire qui ont pu informer directement les personnes en situation d'itinérance de la procédure à suivre pour pouvoir voter aux élections municipales. Ces mécanismes répondent donc à un besoin et permettent de travailler à la reconnaissance du droit de cité des personnes en situation d'itinérance à un autre niveau, soit à partir de leur statut d'électeur ou d'électrice.

# LOGEMENT :

## 4 MURS : CE N'EST PAS ASSEZ !

**L'**absence de logements stables, sécuritaires et accessibles est une dimension centrale des différentes situations d'itinérance. Le logement est aussi un axe majeur de l'action du RAPSIM depuis sa naissance. La Politique nationale de lutte à l'itinérance et le Plan d'action montréalais en itinérance 2018-2020 placent l'accès au logement comme un axe majeur de la lutte à l'itinérance, sans toutefois en faire la seule dimension.

Pour contrer l'itinérance, le développement de logements sociaux avec soutien communautaire est une formule qui a fait ses preuves et qui permet d'apporter une stabilité résidentielle à des personnes ayant connu la rue ou à risque de s'y retrouver. Depuis 30 ans, plus de 2000 logements sociaux se sont ainsi développés et chaque année de nouveaux projets s'ajoutent, malgré les défis importants liés au coût de réalisation et au financement du soutien communautaire.

Cette année, le logement social a connu un contexte de changements avec le lancement d'une Stratégie nationale en logement par le gouvernement fédéral, la refonte — toujours en cours — du programme AccèsLogis au Québec et un transfert de pouvoirs en habitation à la Ville de Montréal dans le cadre de son Statut de métropole, donnant lieu à la création du programme AccèsLogis Montréal.



## EN 2017-2018, LE RAPSIM AVAIT POUR MANDAT DE :

Poursuivre ses interventions pour le développement, la gestion et la pérennisation du logement social avec soutien communautaire, le financement de cette pratique d'intervention et la préservation du parc de maisons de chambres.

Pour ce faire, de saisir les occasions de se faire entendre publiquement, mobiliser ses membres, notamment au sein de son comité logement, et se concerter avec ses différents partenaires.

## **ACTIONS MENÉES :**

### **Général**

- 3 rencontres du Comité logement auxquelles ont participé, en moyenne, une quinzaine de membres.
- Promotion soutenue et continue du logement social avec soutien communautaire comme élément essentiel de la lutte à l'itinérance lors de rencontres avec les élu.e.s et fonctionnaires des trois paliers de gouvernement.
- Suivi des projets de logements en cours de développement en lien avec les membres dont trois Groupes de ressources techniques (GRT).
- 26 octobre: Atelier sur le logement social avec soutien communautaire dans le cadre du Colloque national sur l'itinérance, donné par François Villemure, directeur de l'Avenue, au nom du RAPSIM rassemblant une vingtaine de personnes.
- 22-23 novembre: Réaction à la sortie de la Stratégie nationale en logement du gouvernement fédéral.
- 11 janvier: Appui à la Grande Marche de villes en villages pour le droit au logement, organisée par le FRAPRU du 2 au 29 septembre 2018.
- 30 janvier: Participation à la manifestation du FRAPRU pour la bonification d'Accès Logis avec une dizaine de groupes membres du RAPSIM.
- 8 janvier: Rencontre avec la Direction du Service de l'habitation de la Ville de Montréal.
- 16 mars: Présentation en plénière sur les avancées et défis en logement lors du forum du RAPSIM.

### **Soutien communautaire**

- Poursuite à l'été 2017 de la campagne FOHM-RAPSIM « 4 murs: ce n'est pas assez! ».
- Mobilisation et recueil d'appuis (cartes postales et pétition en ligne) auprès de groupes, individu.e.s, regroupements alliés et élu.e.s: 2200 appuis reçus au total.
- 28 août: Conférence de presse dans la cour de l'Espace Fullum, 100 personnes présentes, dont 30 organismes membres du RAPSIM, intervention de La Traversée et de Chambreclerc.
- Octobre: Envoi des appuis reçus à la ministre Charlebois, suivi d'une rencontre avec sa directrice de cabinet.
- Février: Campagne de courriels visant à relancer nos demandes directement auprès du ministre Barrette (participation de 108 groupes et partenaires, dont 58 groupes membres) et relai de la campagne aux partis de l'opposition à l'Assemblée nationale (PQ et QS).
- 19 février: Adoption d'une motion unanime au conseil municipal de la Ville de Montréal en appui à la Campagne 4 murs, ce n'est pas assez!.



## Appels de projets

Suivis de plusieurs appels de projets avec le CIUSSS-CS et les autres partenaires (RIOCM, FOHM, Direction de l'habitation de la Ville, OMHM) pour le financement du soutien communautaire dans le cadre des projets ou enveloppes suivantes:

- Projet de l'ancien immeuble de Bonsecours.
- Financement de projets en santé mentale dans le cadre de l'enveloppe Niveau de soins alternatifs (NSA).
- Fonds pour la Stabilité résidentielle avec accompagnement (SRA) dont une partie sera affectée à des projets de logements sociaux.

## Maisons de chambres

- Veille continue, en collaboration étroite avec les membres, de l'évolution du parc de maisons de chambres.
- 12 décembre: organisation d'une rencontre avec des membres pour faire le point sur l'état du dossier (6 groupes présents).

## Groupe de travail logement (dans le cadre du Plan d'action intersectoriel)

- 3 rencontres du groupe de travail piloté par la Direction du service de l'habitation de la Ville et auquel participent le RAPSIM, le CIUSSS C-S, la direction de la Santé publique et l'OMHM.
- Suivi des mesures prévues au Plan d'action intersectoriel en itinérance, en lien avec le développement de logements sociaux, le financement du soutien communautaire et la sauvegarde des maisons de chambres.



## BILAN : DES DÉVELOPPEMENTS ET UN SOUTIEN COMMUNAUTAIRE NÉCESSAIRE

### NOUVEAUX LOGEMENTS

La mobilisation des membres au sein du Comité logement du RAPSIM a permis d'alimenter le travail du regroupement tout au long de l'année, de contribuer à ses actions ainsi qu'au développement de ses positions.

De nouveaux projets de logements sociaux avec soutien communautaire ont poursuivi leur cheminement ou se sont finalisés cette année. Selon les données partagées par les Groupes de Ressources Techniques, ce sont plus de **600 nouveaux logements qui sont actuellement en développement par des organismes en itinérance à Montréal. De ce nombre, 77 nouveaux logements ont été engagés dans la dernière année.** De concert avec ses membres et alliés, le RAPSIM y a fortement contribué en valorisant cette formule et son impact sur la prévention et la réduction de l'itinérance. Le Réseau a ainsi poursuivi son action en faveur d'un financement adéquat tant pour le bâti que pour l'intervention. Il a également maintenu un rôle important d'appui et de maillage entre les différents acteurs.

## PLUS DE LOGEMENTS EN PERSPECTIVE

Trois éléments importants de la conjoncture de cette année pourraient favoriser de façon importante le développement de logements sociaux avec soutien communautaire au cours des prochaines années :

- L'objectif important établi par le Plan d'action montréalais en itinérance de développer 950 unités de logement social pour personnes itinérantes d'ici 2021;
- Le potentiel de soutien au développement et à la consolidation de logements dans le cadre des investissements annoncés par le gouvernement fédéral avec sa stratégie en logement et la SPLI;
- Le réinvestissement, insuffisant, mais réel de Québec, dans le budget 2018-2019 pour le programme AccèsLogis et certains programmes complémentaires de rénovation et décontamination.

## SOUTIEN COMMUNAUTAIRE EN LOGEMENT SOCIAL

La campagne « 4 murs ce n'est pas assez ! » pour le financement du soutien communautaire en logement social s'est poursuivie tout au long de l'année. Des investissements ont été annoncés pour des projets en développement, rejoignant des populations avec des troubles de santé mentale (fonds NSA). Des fonds ont également été annoncés pour des projets prêts à libérer des unités pour des personnes suivies dans le cadre de l'approche de Stabilité résidentielle avec accompagnement (fonds SRA).



Si ces deux enveloppes apportent une réponse ciblée pour certaines populations, elles ne répondent pas à la demande portée par le RAPSIM et la FOHM d'un financement global, récurrent et systématique du soutien communautaire dans les projets de logement sociaux qui le nécessitent, en développement et en consolidation. En favorisant les projets en développement, ces enveloppes ne permettront pas de répondre aux besoins des dizaines d'organismes qui sont actuellement sous-financés pour leurs interventions. En imposant une approche spécifique dans le cadre des fonds SRA, ce financement ne s'inscrit pas dans une reconnaissance de la pratique du soutien communautaire mise en place par les groupes en itinérance. Ceci pose des enjeux importants quant à l'autonomie des groupes dans la mise en œuvre de leurs interventions.

La campagne de la FOHM et du RAPSIM a certes permis de ramener l'importance du financement du soutien communautaire auprès de différents acteurs régionaux et nationaux, tant du côté des fonctionnaires que des élu.e.s. L'importance du soutien communautaire en logement social est d'ailleurs reprise dans le *Plan d'action montréalais en itinérance 2018-2020*.

## **MAISONS DE CHAMBRES**

L'action en faveur de la sauvegarde des maisons de chambres a été marquée par plusieurs fermetures, dont des unités dans Ville-Marie et dans Hochelaga (3629 Sainte-Catherine). Ces fermetures ont mobilisé des groupes membres tant pour assurer le respect des droits des locataires que pour aider ces derniers à se relocaliser dépendamment de leurs profils et besoins. Par ailleurs, des projets de socialisation de maisons de chambres continuent de se développer et permettent d'en assurer la sauvegarde, dont 2 projets sur le Plateau Mont-Royal.

Le Plan d'action de la Ville reconnaît l'importance de poursuivre le travail en faveur de la sauvegarde des maisons de chambres. Il identifie la SHDM comme un acteur pouvant jouer un rôle important en ce sens. La direction de la santé publique a pour sa part développé ses connaissances par son travail sur le portrait des chambreurs et des chambreuses, réalisé en collaboration avec la Ville. Ce dernier a permis une meilleure mobilisation de ces partenaires aux enjeux entourant la sauvegarde des maisons de chambres.

Les maisons de chambres continuent de répondre à des besoins importants des personnes en situation ou à risque d'itinérance. Il demeure nécessaire de développer des interventions spécifiques et variées pour en assurer la sauvegarde et favoriser le maintien en logement des personnes qui y vivent. Pour cela, la socialisation continue de représenter une voie pertinente à consolider. D'autres alternatives doivent également être explorées pour assurer la survie de ce parc tout en répondant aux besoins des personnes marginalisées qui y vivent.

# PAUVRETÉ

**L**a pauvreté est l'un des principaux facteurs de risque d'itinérance, elle amène trop de personnes à s'y retrouver tout en posant de sérieuses entraves à toute démarche de sortie de rue. La Politique nationale de lutte à l'itinérance interpelle le gouvernement à entreprendre une forte action sur cette question alors que le plan de lutte à la pauvreté reconnaît la nécessité d'agir à ce niveau pour contrer l'itinérance.

## EN 2017-2018, LE RAPSIM AVAIT POUR MANDAT DE :

Continuer de porter ses demandes en matière de lutte à la pauvreté, notamment sur le montant de revenu des personnes seules et l'accès à des programmes d'insertion diversifiés et adaptés;

Intervenir sur les gains, reculs et impacts éventuels pour les personnes en situation ou à risque d'itinérance :

- à la sortie et en suivi de l'application du 3<sup>e</sup> Plan de lutte à la pauvreté du gouvernement du Québec, prévu à l'automne 2017, incluant la mise en place possible d'un revenu minimum garanti;
- à la sortie et en suivi de l'application du règlement de la Loi 25.

## **ACTIONS MENÉES :**

- 4 rencontres du Comité pauvreté du RAPSIM, auxquelles ont participé en moyenne 11 groupes membres.
- Participation aux 3 rencontres du Groupe de travail sur l'Insertion et les mesures d'aide financière, auxquelles participent également 6 membres du RAPSIM.
- Juillet 2017 : Réalisation d'un sondage ciblé auprès de 10 membres sur les programmes de réinsertion en itinérance.

### **Fédéral**

- Juin 2017 dépôt d'un argumentaire dans le cadre de la consultation fédérale sur sa Stratégie de réduction de la pauvreté (SRP).
- 28 septembre : Participation aux côtés de 100 personnes à la Conférence nationale sur la pauvreté à Ottawa.

### **Québec**

- Juillet-septembre 2017 : Intervention sur le projet de règlement de la loi 25, dépôt d'un mémoire, appuyé par 24 membres.
- Automne : Suivi des travaux sur le Revenu minimum garanti, le projet pilote ontarien et le rapport du Comité d'experts au Québec.
- 27 octobre : Participation avec le RQOH, le RIOCM et l'Association des ressources intermédiaires en hébergement du Québec à la rencontre montréalaise de la tournée Solidarité en actions du PQ.
- 11 décembre : Réaction à la sortie du 3<sup>e</sup> Plan de lutte à la pauvreté.
- Avril : Notes aux partis d'opposition pour l'étude des crédits du Ministère du Travail, Emploi et Solidarité sociale à l'Assemblée nationale.

## BILAN : UN RENDEZ-VOUS MANQUÉ

Le RAPSIM a poursuivi son action en matière de lutte à la pauvreté, en portant d'une part ses demandes globales auprès des gouvernements du Québec et d'Ottawa tout en travaillant sur des enjeux spécifiques avec les instances régionales de Montréal. Il a développé cette action en lien étroit avec les membres de son Comité Pauvreté, mobilisés tout au long de l'année pour alimenter le regroupement dans ses travaux, concernant le montant de revenu des personnes seules, l'accès au chèque d'aide sociale et les programmes d'insertion destinés aux personnes itinérantes ou à risque de l'être. Les enjeux relatifs à la pauvreté et les différentes actions du RAPSIM suscitent l'intérêt de ses membres, comme en témoignent les 80 personnes inscrites à l'atelier pauvreté du Forum du 16 mars.



Sur le plan régional, les travaux ciblant l'accès au chèque d'aide sociale se sont poursuivis. Entre autres, les travaux de cette année ont permis de renforcer les liens avec les représentant.e.s des trois centres de détention de Montréal afin de mieux préparer la sortie d'établissement carcéral.

En ce qui concerne le niveau de revenu des personnes en situation d'itinérance, des gains étaient attendus dans le cadre de la sortie du 3<sup>e</sup> Plan de lutte à la pauvreté du gouvernement du Québec. Bien que le montant de revenu des personnes seules ait été nommé à plusieurs reprises comme un élément majeur du Plan

par le gouvernement, les réponses apportées sont très loin du droit à un revenu décent pour tou.t.es, tel que porté par la Politique nationale de lutte à l'itinérance.

Le 3<sup>e</sup> Plan de lutte à la pauvreté, intitulé *Plan pour la participation économique et l'inclusion sociale*, annoncé en décembre, n'apporte malheureusement qu'une amélioration ciblée du revenu pour les personnes ayant des contraintes sévères reconnues à l'emploi, et ce, depuis au moins 5 ans et demi. Quelques améliorations du revenu sont également prévues pour les personnes qui seront en mesure de s'insérer rapidement sur le marché du travail. À la sortie du Plan de lutte, le RAPSIM a souligné l'absence de gain pour les personnes sans contrainte reconnue à l'emploi et pour celles qui sont plus éloignées de l'emploi. Plus largement, il a soulevé le manque de mesures en prévention de la pauvreté et de l'itinérance.

L'adoption et la mise en œuvre du Programme Objectif Emploi (Loi 25) y sont par ailleurs confirmés, avec la mise en place de « parcours » obligatoires vers l'emploi pour les primo demandeurs à l'aide sociale. Ceci représentera un risque d'itinérance accru pour de certaines personnes. Celles qui ne parviendront pas à répondre aux exigences du programme pourront voir leur chèque d'aide sociale coupé, réduisant son montant à 429 \$ par mois. Publié pour consultation en plein été, le règlement de cette réforme de l'aide sociale a rencontré une bonne opposition au sein de nos réseaux. Il a été décrié par un grand nombre d'acteurs concernés et de journalistes pour ses possibles conséquences sur l'itinérance. Malgré cela, le règlement a tout de même été adopté. Durant plus de deux ans, le RAPSIM a apporté une bonne contribution à la mobilisation contre cette réforme en lien avec la Coalition Objectif Dignité. Or, la lutte collective n'a malheureusement pas réussi à faire céder le gouvernement.

Au fédéral, les suites de la consultation sur la Stratégie de réduction de la pauvreté restent à préciser. L'ampleur des actions qui pourraient en découler demeure donc incertaine à l'heure actuelle.

**L**es conditions de santé sont un des facteurs déterminants de l'itinérance et l'accès aux services est une des clés permettant de prévenir et de réduire celle-ci. Un des 5 axes de la Politique en itinérance, l'accès à la santé et aux services sociaux a toujours été présent dans l'action du réseau de la santé à Montréal. Elle est aussi centrale dans l'action de plusieurs organismes communautaires qui interviennent en itinérance.

## EN 2017-2018, LE RAPSIM AVAIT POUR MANDAT DE :

De développer son intervention en matière de santé, de façon à favoriser l'accessibilité et l'adaptation des services pour les personnes itinérantes de même que leur traitement comme des citoyen.ne.s à part entière, notamment en impliquant ses membres par le biais de rencontres thématiques, d'un forum ou d'autres activités ;

De suivre le déploiement du nouveau processus d'accessibilité à la carte d'assurance maladie pour les personnes itinérantes.

## **ACTIONS MENÉES :**

### **Action du RAPSIM**

- En continu: Rencontres et échanges avec des membres pour développer la connaissance des problématiques vécues par les différentes populations en situation d'itinérance et l'offre actuelle de services.
- 2 mars: Rencontre ad hoc avec des groupes membres visant à échanger sur l'accessibilité et l'adaptabilité des soins de santé. (8 membres présent.e.s).
- 16 mars: Atelier santé dans le cadre du forum du RAPSIM (46 participant.e.s).

### **Groupe de travail santé (Plan d'action intersectoriel) :**

- Participation aux 6 rencontres du groupe de travail piloté par le CIUSSS C-S et composé des 5 CIUSSS, du CHUM, du CUSM et de la Ville.
- Rencontre avec les PDG adjoints des cinq CIUSSS sur le projet de Stratégie pour assurer l'accessibilité, la qualité et la continuité des soins et des services aux personnes en situation d'itinérance ou à risque de le devenir (Stratégie santé) du MSSS.

### **Groupe de travail RAMQ (Plan d'action intersectoriel) :**

- De juin à décembre: Participation aux 3 rencontres du groupe de travail, à une rencontre avec la RAMQ et participation à la rencontre de formation sur le processus d'accès à la carte RAMQ(45 organismes présents).
- De janvier à mai: Suivi du déploiement du nouveau processus en lien avec les membres et le réseau de la santé.
- 50 groupes autorisés à participer au processus d'authentification, dont 44 membres du RAPSIM.

### Comité de pilotage des *Wet services* (Plan d'action intersectoriel) :

- De septembre à mars: Participation à 5 rencontres du comité, suivi de la réalisation d'une revue systématique de la littérature sur les *Wet services*.
- 4 avril: Préparation et participation à la rencontre d'information destinée aux groupes communautaires (60 participant.e.s. dont 36 membres).

## BILAN : UNE ACTION EN DÉVELOPPEMENT

Les deux rencontres tenues avec les membres de même que plusieurs rencontres dans les organismes ont permis au RAPSIM de développer sa connaissance des enjeux d'accès aux services et de relayer ceux-ci aux différents partenaires du réseau.

Un enjeu important est ressorti de ce travail : comment développer, voir concilier, l'accès général au réseau de la santé, tout en soutenant adéquatement le développement de services spécifiques dans les ressources en itinérance.

L'ambitieuse *Stratégie santé*, dévoilée par le MSSS au Colloque national d'octobre 2017, vise précisément à répondre à cet enjeu. Dans cette optique, les 5 CIUSSS de l'île de Montréal ont été mandatés de compléter des portraits des besoins et services existants sur chacun de leurs territoires. À ce stade-ci du processus, beaucoup de questionnements persistent, notamment sur la façon dont cette Stratégie atterrira dans les différents services du réseau de la santé. La contribution des différents acteurs du réseau de la santé et du milieu communautaire reste également à préciser.

La mise en place du nouveau processus allégé d'obtention de la carte RAMQ pour les personnes itinérantes représente par ailleurs un exemple intéressant d'amélioration de l'accessibilité aux soins de santé. Dans cette optique, le processus vise à faciliter le renouvellement de la carte RAMQ pour des personnes itinérantes en permettant aux organismes d'authentifier les personnes avec lesquelles elles ont un lien. Une cinquantaine d'organismes ont participé au processus et au premier mars 2018, ce sont plus de 537 cartes d'assurance maladie qui ont ainsi été délivrées dans différents quartiers de Montréal. Cinq mois après sa mise en œuvre à l'échelle du territoire montréalais, le bilan de cette mesure semble globalement positif. De plus amples observations permettront d'en faire une meilleure évaluation.



## (PROGRAMME DE SOUTIEN AUX ORGANISMES COMMUNAUTAIRES)

**L**e Programme de soutien aux organismes communautaires (PSOC) du MSSS représente le plus important bailleur de fonds du milieu communautaire au Québec. Le RAPSIM, de même que plus de 80 % de ses membres y sont accrédités.

### EN 2017-2018, LE RAPSIM AVAIT POUR MANDAT DE :

Soutenir la campagne « Engagez-vous pour le communautaire », mobiliser ses membres pour la manifestation du 27 septembre à Québec et les inviter à ajouter leur contribution au fonds de mobilisation de cette action.

### **ACTIONS MENÉES :**

- Participation à 5 rencontres du Comité de liaison entre les CIUSSS et les regroupements régionaux en santé et services sociaux.
- Participation à 5 rencontres de concertation entre les regroupements régionaux en santé et services sociaux.
- 21 septembre: Participation à la présentation du CIUSSS s'adressant aux regroupements régionaux, concernant son plan d'affectation des crédits de développement PSOC.
- 27 septembre: Participation à la chaîne humaine organisée dans le cadre de la Campagne *Engagez-vous* (5000 personnes rassemblées devant l'Assemblée nationale à Québec).
- 7 février: Participation au tribunal populaire organisé à Montréal dans le cadre de la Campagne *Engagez-vous*.
- 12 avril: Soutien à l'organisation et participation l'Assemblée d'information sur la révision du PSOC, en collaboration avec les autres regroupements régionaux en santé et services sociaux (plus de 300 personnes présentes).

## **BILAN : ENFIN DES CRÉDITS DE DÉVELOPPEMENT GÉNÉRAUX**

L'année a été marquée par des gains avec d'une part l'affectation des crédits de développement globaux annoncés en 2017 et d'autre part l'annonce de nouveaux crédits lors du budget de mars 2018. Bien qu'insuffisants et affectés avec des critères contestés, ces crédits ont permis un rehaussement global (et non pas sectoriel ou par programme) demandé depuis plusieurs années par les groupes communautaires.

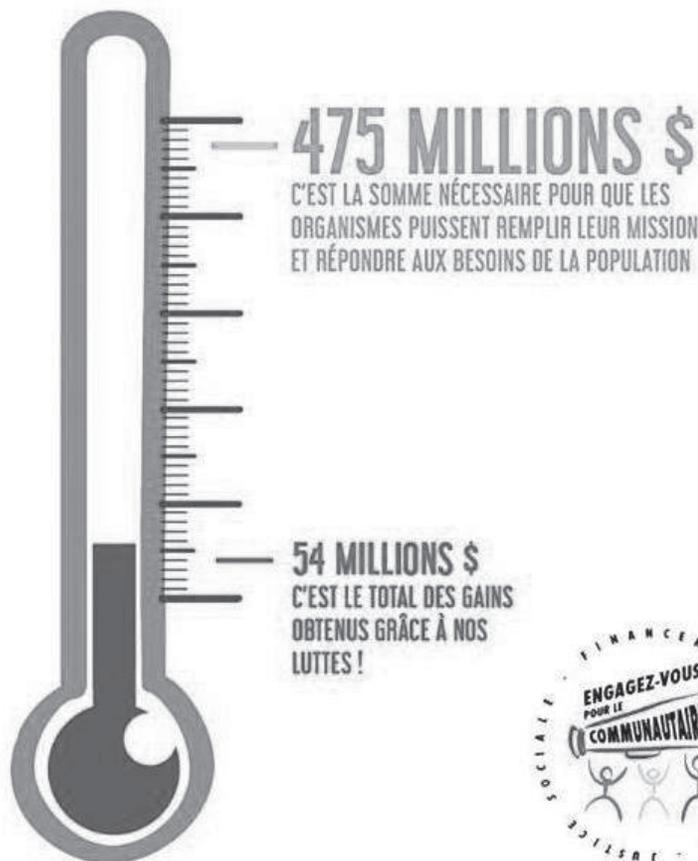
Pour 2017-2018, Montréal n'a reçu que 2 millions\$ sur les 10 millions\$ de rehaussement global pour l'ensemble du Québec. Le scénario présenté aux regroupements en septembre, et finalement retenu par le CIUSSS C-S, prévoyait d'exclure du rehaussement les organismes ayant des revenus totaux supérieurs à leur catégorie. Tout en étant d'accord avec l'approche visant d'abord à soutenir les groupes peu soutenus et non financés, le C.A. du RAPSIM a exprimé son désaccord avec cette approche qui exclut les organismes ayant des revenus plus importants. Cette prise de position est en continuité avec l'approche développée à Montréal par les regroupements et nommée la méthode *Latulippe*. Au moment de déposer ce bilan, des discussions sont en cours sur les critères qui guideront l'affectation des crédits de développement annoncés lors du budget 2018.

Tout au long de l'année, le RAPSIM a également participé aux travaux entourant la révision du cadre de référence régional sur le partenariat entre les établissements du réseau de la santé et le milieu communautaire œuvrant en santé et services sociaux. La révision de ce cadre sera finalisée au cours des prochains mois.

Parallèlement, le RAPSIM et d'autres regroupements en santé et services sociaux sont toujours en attente de nouvelles du MSSS concernant la refonte des orientations ministérielles du PSOC. En préparation de la consultation à venir du MSSS, une assemblée d'information pour les groupes communautaires de Montréal a été organisée en avril afin d'échanger sur les critères de l'action communautaire autonome et les enjeux de la révision du programme. Plus de 300 personnes étaient présentes à cette assemblée, dont de nombreux membres du RAPSIM.

# M. LEITAO, ON EST TOUJOURS DANS LE ROUGE !

ENGAGEZVOUSACA.ORG



# ESPACE PUBLIC ET JUDICIARISATION

**L**a présence de personnes en situation d'itinérance dans l'espace public suscite différents enjeux. Malgré des progrès importants, les personnes itinérantes demeurent victimes de profilage, d'interpellations non justifiées menant à leur judiciarisation et de déplacements dans l'espace public. Beaucoup de travail reste donc à faire pour faire reconnaître leur droit de cité.

## EN 2017-2018, LE RAPSIM AVAIT POUR MANDAT DE :

De maintenir son intervention en regard des pratiques de profilage social et de judiciarisation, notamment :

- en mobilisant ses membres au sein du comité Opération Droits Devant ;
- en intervenant autour du prochain Plan stratégique en matière de profilage racial et social ;
- en dénonçant la judiciarisation, en valorisant des alternatives et en suivant les actions de déjudiciarisation par son implication au sein du Comité accompagnement justice itinérance (CAJI) ;

De poursuivre son implication sur les enjeux de cohabitation sociale dans l'espace public pour y défendre le droit de cité, tant face aux projets d'aménagement urbain que dans le cadre du développement des interventions des organismes.

## **ACTIONS MENÉES :**

- 26 octobre et 30 novembre : 2 rencontres de l'Opération Droits Devant, participation moyenne de 15 groupes par séance.
- Juin 2017 : Mobilisation en vue de participer à la Consultation du conseil municipal sur le bilan de l'action de la Ville sur le profilage social et racial, interventions de plusieurs membres et de groupes alliés, et présentation du mémoire du RAPSIM.
- Toute l'année, intervention active (dans le cadre des élections municipales et des travaux sur le Plan d'action de la Ville en itinérance) pour demander une action accrue sur le profilage.
- 13 septembre ; Participation au Forum de la Clinique Droits Devant.
- 25 septembre : Présence et réaction lors de l'adoption des recommandations issues de la consultation sur le profilage.
- 7 novembre : Rencontre du Bâtonnier du Québec, M<sup>e</sup> Paul-Matthieu Grondin.
- 30 janvier : Rencontre de Nathalie Goulet, membre du Comité exécutif de la Ville, responsable de la sécurité publique.
- 9 février : Rencontre de la Direction de la Commission des Droits de la Personne et des Droits de la Jeunesse du Québec.
- 16 mars : Atelier sur le profilage dans le cadre du Forum du RAPSIM (40 participant.e.s).

## DÉJUDICIARISATION

Le RAPSIM a continué de suivre les travaux du Comité alternatives à la judiciarisation (CAJI) en lien avec la Clinique Droits Devant, les partenaires de la Cour municipale, de la Ville et du CIUSSS C-S.

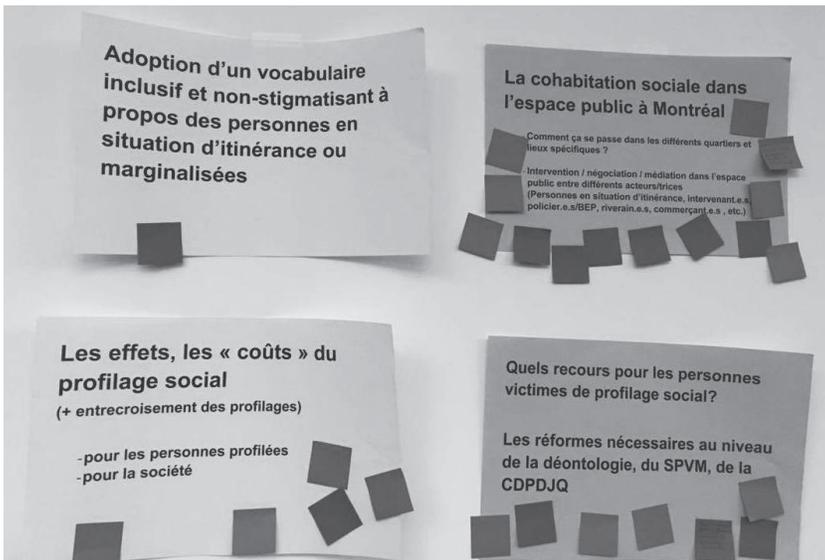
Le Programme d'accompagnement justice et itinérance à la Cour répond encore à un besoin croissant. Par ailleurs, la nécessité de développer une réponse adaptée pour les personnes autochtones, et plus particulièrement les femmes y a été soulevée.

Dans le cadre de ces travaux, le RAPSIM a continué de porter sa demande en faveur d'une action en amont, visant à prévenir la surjudiciarisation des personnes itinérantes, notamment par la révision de la réglementation et de son application.

## **BILAN : ENFIN DES TRAVAUX SUR LA RÈGLEMENTATION !**

La tenue d'une consultation par la Ville de Montréal sur son action en matière de profilage annoncée en mai 2017 représente un gain majeur pour le RAPSIM. Il demandait qu'un tel exercice soit mené, comme prévu dans le plan d'action en itinérance, depuis son lancement par le maire Coderre en septembre 2014.

Cela aura pris trois ans avant que l'exercice se tienne, à un court délai et en plein été pré-électoral. Les données et le bilan de l'action du SPVM faisaient grandement défaut dans le processus de consultation. Néanmoins, cette dernière a permis à plusieurs groupes et personnes concerné.e.s par le profilage social et racial d'exprimer leurs positions, vécus et demandes à la quinzaine d'élue.s membres des deux commissions qui pilotaient la consultation.



Les coprésident.e.s, Annie Samson et Benoit Dorais ont dirigé un travail sérieux qui a résulté en l'adoption le 25 septembre de 31 recommandations. Le RAPSIM a réagi avec satisfaction à nombre de celles-ci. Elles prévoient notamment une formation accrue des agent.e.s du SPVM, un bilan chiffré annuel de leur action et surtout, une analyse de la réglementation municipale et de son application. Cette recommandation répond à une demande portée depuis plus de 10 ans par le RAPSIM.

En parallèle de cet exercice, la demande d'une action accrue pour contrer le profilage a trouvé écho dans les engagements pris par les deux principaux partis candidats à la mairie de Montréal. Quelques mois après son élection, la mairesse

Valérie Plante a reconnu l'importance de procéder à une analyse de la réglementation dans son allocution lors du forum du RAPSIM en mars. Elle a y a d'ailleurs précisé que cet exercice serait piloté par le contentieux de la Ville et le SPVM. Or il est crucial que d'autres acteurs concernés en soient parties prenantes, dont le RAPSIM, la Clinique Droits Devant et la CDPDJQ. En mai 2018, l'interaction de ceux-ci avec les travaux demeure cependant à préciser.

# ITINÉRANCE DES FEMMES

L'itinérance des femmes continue d'être grandement sous-estimée. Elle est généralement plus élevée que ce qu'affirment la plupart des études, portraits et dénombrements de l'itinérance. Ainsi, l'étude sur l'itinérance cachée de Statistiques Canada de 2016 révélait que 7 % des femmes avaient vécu cette situation, contre 8 % des hommes. L'itinérance des femmes appelle aussi des réponses spécifiques adaptées aux réalités et besoins de ces dernières, que ce soit en logement, santé, insertion ou judiciarisation.

## EN 2017-2018, LE RAPSIM AVAIT POUR MANDAT DE :

Poursuivre son intervention afin que des réponses supplémentaires soient apportées aux besoins spécifiques des femmes en situation ou à risque d'itinérance, notamment par le suivi de la mise en œuvre du Plan d'action régional sur l'itinérance des femmes adopté dans le cadre des travaux du Comité directeur.

## ACTIONS MENÉES :

- Co-coordination du Groupe de travail sur l'itinérance des femmes avec le CIUSSS C-S: 4 rencontres auxquelles participent 9 organismes, dont 5 membres du RAPSIM.
- Finalisation à l'été 2017 du Plan d'action sur l'itinérance des femmes, suivie de son adoption par le Comité directeur le 20 septembre et son intégration dans le Plan d'action intersectoriel.
- Participation au Colloque *Rendre visible l'itinérance des femmes*, les 7 et 8 décembre, organisé par Céline Bellot et le comité des cochercheuses. Présentation conjointe du RAPSIM et du CIUSSS-CS du Plan d'action sur l'itinérance des femmes (100 personnes).



## BILAN : UN PLAN QUI INTERPELLE

L'adoption en début d'année d'un important du Plan d'action sur l'itinérance des femmes constitue le résultat d'un travail important visant à faire reconnaître les besoins et réali-tés spécifiques des femmes dans l'ensemble des travaux menés régionalement.

La contribution du RAPSIM et l'implication de ses membres au sein du groupe de travail femmes ont joué un rôle essentiel dans l'articulation du contenu, l'animation du proces-sus et la mobilisation des partenaires autour du plan.

En parallèle de ces travaux, la recherche menée par Céline Bellot et le comité des cocher-cheures, présentée lors du Colloque de décembre ont permis de visibiliser davantage l'itinérance des femmes. Le RAPSIM a été un partenaire important de ce projet de recherche. Ces deux démarches offrent des résultats significatifs et constituent des leviers importants pour la suite des travaux.

En mai 2018, il est trop tôt pour dresser un bilan du Plan d'action sur l'itinérance des femmes, dont la mise en œuvre débutait cette année. Ce plan prévoit une quarantaine de mesures impliquant différents ministères, services de la ville, de même que des actions du milieu communautaire. L'adhésion et l'implication de tous ces partenaires représentent un défi majeur, mais un élément essentiel pour que les mesures prévues se concrétisent et apportent des changements réels.

# VIE ASSOCIATIVE :

## UNE CONTRIBUTION COLOSSALE DES MEMBRES

**L**e 6 juin 2017, ce sont exactement 100 personnes en provenance de 63 groupes membres qui ont participé à l'assemblée générale annuelle du RAPSIM. Le Plan d'action adopté à l'unanimité a aligné solidement le RAPSIM pour son action dans les différents axes.

Cette année encore, le RAPSIM a pu compter sur une implication active de ses membres. Outre la forte présence à son AGA, il a pu bénéficier d'une implication exceptionnelle de son conseil d'administration, d'une forte participation des membres à ses actions et au Forum du 16 mars, aux trois comités du RAPSIM (Pauvreté, Logement et Opération Droits Devant) et aux groupes de travail du Plan d'action intersectoriel.

De façon continue, les membres alimentent le travail de la permanence, en leur partageant leurs connaissances, réalités et préoccupations, par des communications régulières et en les accueillant dans leur organisme.

Cette implication active des membres constitue une force majeure du RAPSIM. En 2017-2018, c'est plus de 4500 heures qui ont été consacrées par des membres du RAPSIM à son action, et ce tant par des directions, des intervenant.e.s que des personnes fréquentant les organismes.

## CONSEIL D'ADMINISTRATION : UN RÔLE PILIER

Le RAPSIM a pu compter sur une implication active des neuf membres de son conseil d'administration qui ont participé assidument aux 12 rencontres de l'année, dont 8 conseils réguliers. Ils ont alimenté et soutenu le travail sur différents axes du plan d'action et participé à plus d'une dizaine de représentations importantes.

### PLUS DE 4500 HEURES EN SOUTIEN À L'ACTION DU RAPSIM !

- AGA de juin 2017: **750 heures**
- Conseil d'administration: **1100 heures**
- Forum du 16 mars – Le point sur la lutte à l'itinérance: **700 heures**
- Participation au travail sur différents dossiers, dont le logement, le profilage social, la SPLI, la lutte à la pauvreté et la santé: **1500 heures**
- Marche de la Nuit des sans-abri: **300 heures**
- Accueil dans les locaux de groupes membres: **110 heures**
- Délégation aux rencontres du RSIQ: **80 heures**



Les membres du conseil, particulièrement son comité directeur et la présidence, ont aussi apporté un soutien majeur à la direction et à l'équipe de travail. Cette année marque le départ, exigé par nos règlements généraux après 6 années de mandat au conseil, de France Labelle qui a assumé la présidence depuis 2016. De même, Micheline Cyr ne sollicitera pas de nouveau mandat, alors qu'elle prendra une retraite plus que méritée.

Depuis plus de 30 ans, Micheline Cyr et France Labelle soutiennent de façon totalement dédiée l'action du RAPSIM, ayant assumé plusieurs mandats au conseil, participé au développement de l'action du RAPSIM sur différents enjeux en y consacrant des milliers d'heures, en plus de leur engagement dans la direction de leur propre ressource d'hébergement. C'est à regret qu'elles quittent le conseil. Le RAPSIM les remercie pour leur précieuse implication, dont toute la lutte à l'itinérance a bénéficié.



*Micheline Cyr, administratrice du RAPSIM  
et Directrice générale de l'Auberge Madeleine.*

## LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DU RAPSIM ÉTAIT FORMÉ EN 2017-2018 DE :

**France Labelle**, présidente\*, directrice-générale, *Refuge des jeunes de Montréal*

**Véronique Houle**, vice-présidente\*, directrice des opérations nationales, *Médecins du Monde*

**Martin Pagé**, secrétaire, directeur-général, *Dopamine*

**Cécile Arbaud**, trésorière, directrice-générale, *Dans la rue*

**Sylvie Boivin**, administratrice\*, directrice-générale, *L'Anonyme*

**Micheline Cyr**, administratrice, directrice-générale, *Auberge Madeleine*

**Gabrielle Neamtan-Lapalme**, administratrice, directrice-générale adjointe, *SHAPEM*

**Bernard Besancenot**, administrateur, coordonnateur des programmes sociaux et des services communautaires, *MultiCaf*

**Robert Manningham**, administrateur, directeur-général, *Atelier habitation Montréal*

\* Membres du comité directeur du RAPSIM.

NB: Élu en AGA en juin 2017, Robert Mackrous a démissionné en août, Gabrielle Neamtan-Lapalme a été cooptée en septembre.

## ÉQUIPE DE TRAVAIL : UNE ANNÉE DE MOUVEMENTS

Après des années de stabilité, l'équipe de travail a connu plusieurs changements cette année avec deux départs.

En juillet, Marjolaine Despars annonçait qu'elle quittait le RAPSIM après plus de 10 ans de travail durant lesquels elle a grandement contribué au développement de son action sur le logement, mais aussi sur différents dossiers majeurs, tels que la Politique en itinérance et la SPLI. Encore une fois, mille mercis à Marjolaine pour son travail, alors que nous continuons à la côtoyer, comme professionnelle à la Direction du service de l'habitation de la Ville.

Amélie Panneton, qui avait joint le RAPSIM en janvier 2017, annonçait en novembre son retour à la Croix-Rouge. Merci à Amélie pour sa contribution au travail du RAPSIM, dont celui en santé et le suivi du portrait des centres de jour. Guillaume Legault a été engagé comme organisateur communautaire pour la remplacer.

Anne Meunier, contractuelle, apporte un soutien à la comptabilité régulière depuis plus de 6 ans.



Marjolaine Despars



## AU 10 MAI 2018, L'ÉQUIPE DE TRAVAIL DU RAPSIM ÉTAIT COMPOSÉE DE :

**Pierre Gaudreau**, directeur

**Élise Solomon**, organisatrice communautaire

**Alice Lepetit**, organisatrice communautaire

**Guillaume Legault**, organisateur communautaire

## MEMBERSHIP : ADHÉSIONS ET DÉPARTS



LES VALORISTES  
COOPÉRATIVE  
DE SOLIDARITÉ

Trois organismes ont joint les rangs du RAPSIM cette année comme membres réguliers: le Boulot Vers et Cirque Hors-Piste, deux organismes d'insertion, ainsi que Brin D'Elles, un OBNL de logement social avec soutien communautaire pour femmes. Ces trois organismes sont en lien avec de nombreux membres du RAPSIM et collaborent avec ce dernier depuis plusieurs années. La Coop des Valoristes s'est également jointe au RAPSIM, comme membre associé, de par son statut de coopérative de solidarité. Le RAPSIM leur souhaite la bienvenue et est heureux de pouvoir compter sur leurs expériences et connaissances.

Le 9 avril 2018, la Maison du Père, l'Accueil Bonneau et la Mission Bon Accueil annonçaient leur retrait des rangs du RAPSIM en raison de divergences exprimées dans une lettre adressée au RAPSIM et dans leurs interventions publiques. Ils ont notamment souligné leur désaccord avec l'approche globale dans la lutte à l'itinérance portée par le RAPSIM, souhaitant prioriser une réponse à l'itinérance chronique. Réunis le 10 avril, les membres du conseil d'administration ont, à regret, pris acte de ces départs. Ils ont exprimé leur volonté que le RAPSIM continue de travailler avec l'ensemble des acteurs actifs dans la lutte contre l'itinérance, pour réduire et prévenir celle-ci.

À l'hiver 2018, La Fondation d'aide directe SIDA Montréal a cessé ses activités. Au 10 mai, le RAPSIM compte donc 108 membres.

## RÈGLEMENTS GÉNÉRAUX

Le travail de révision des règlements généraux, entamé l'an dernier, n'a pu être complété et devra être de nouveau validé en assemblée générale annuelle, en juin 2018, pour pouvoir être finalisé.

## ESPACE FULLUM

Depuis 4 ans, le RAPSIM est un locataire satisfait de La Traversée à l'Espace Fullum. Outre les bureaux de sa permanence, bon nombre de ses activités s'y tiennent, parfois en collaboration avec les autres organismes qui y logent.

## **FINANCEMENT : MERCI À CENTRAIDE !**

Le RAPSIM a pu mener son action en 2017-2018 grâce à l'appui financier de différents acteurs, dont celui de Centraide Montréal pour lequel il était en évaluation triennale cette année. Après ce processus important, Centraide a confirmé en avril son engagement pour 2018-2021 envers le RAPSIM reconnaissant *l'influence, la connaissance, l'expertise, l'actualisation de ses stratégies en matière de revendication, défense des droits et mobilisation.*

Le RAPSIM se réjouit de cette reconnaissance et de l'engagement renouvelé de Centraide qui, depuis plus de 30 ans, contribue à la lutte à l'itinérance par son soutien au RAPSIM et à une vingtaine de ses membres.

Le gouvernement du Québec a aussi apporté un soutien important avec le PSOC. Les soutiens ponctuels du CIUSSS et de différent.e.s ministres et député.e.s. ont permis de consolider le financement de la dernière année.

En rétablissant une approche globale dans l'affectation des fonds de la SPLI (2016-1019), le gouvernement fédéral a aussi appuyé l'action du RAPSIM cette année, un soutien qui a été reconduit pour 2018-2019.

Les membres, par leur cotisation annuelle et la contribution aux frais de rencontres, apportent aussi un soutien important au RAPSIM, de même que plusieurs communautés religieuses et syndicats.

Au final, le RAPSIM a eu des revenus semblables au cours des cinq dernières années. Plus de 40 % de son budget provient cependant de sources non récurrentes, impliquant un travail chaque année pour assurer leur obtention. Ce résultat est le fruit d'un travail important, à la fois de demandes de financement, mais surtout sur les enjeux, dont la reconnaissance, sans garantir le soutien financier, y contribue grandement.



# UN RÉSEAU IMPLIQUÉ

## NUIT DES SANS-ABRI



LA NUIT DES SANS-ABRI

Le RAPSIM a de nouveau apporté son soutien à la Nuit des sans-abri, en assumant un des rôles de porte-parole et en mobilisant pour la Marche d'ouverture de l'événement. L'implication du RAPSIM dans celle-ci rejoignait largement son travail de porteur du dossier de l'itinérance en contexte électoral. Les principaux partis municipaux y ont présenté leurs engagements en itinérance, alors que la présence de Denis Coderre et de Valérie Plante aura retenu l'attention.

## RÉSEAU SOLIDARITÉ ITINÉRANCE DU QUÉBEC (RSIQ)



Le RAPSIM est demeuré un membre actif du RSIQ, participant à ses Assemblées générales, aux rencontres de sa nouvelle table des régions et en contribuant à son travail sur les dossiers de la SPLI et de la Politique en itinérance.

## FRAPRU



Le RAPSIM a continué d'être un membre associé du FRAPRU, suivant et appuyant lorsque possible son action en faveur du logement social.

## PAUVRETÉ



Le RAPSIM a poursuivi son implication dans la Coalition objectif dignité, en opposition à la réforme de l'aide sociale et maintenu des liens avec le Collectif pour un Québec sans pauvreté et d'autres organismes actifs sur la question.



Ligue des  
droits et libertés

## LIGUE DES DROITS ET LIBERTÉS (LDL)

Le RAPSIM a maintenu son adhésion à la Ligue des Droits et Libertés, notamment par le biais de partenariats et de suivis sur différents dossiers, dont celui du profilage, du Bureau des Enquêtes Indépendantes (BEI), de même que sur la défense des droits sociaux en général.

# COMMUNICATIONS

**A**fin de faire connaître ses positions, de faire progresser ses demandes et de partager son expertise, le RAPSIM utilise une diversité de moyens qui visent à rejoindre ses membres, partenaires et alliés, de même que le public en général.

## EN 2017-2018, LE RAPSIM AVAIT POUR MANDAT DE :

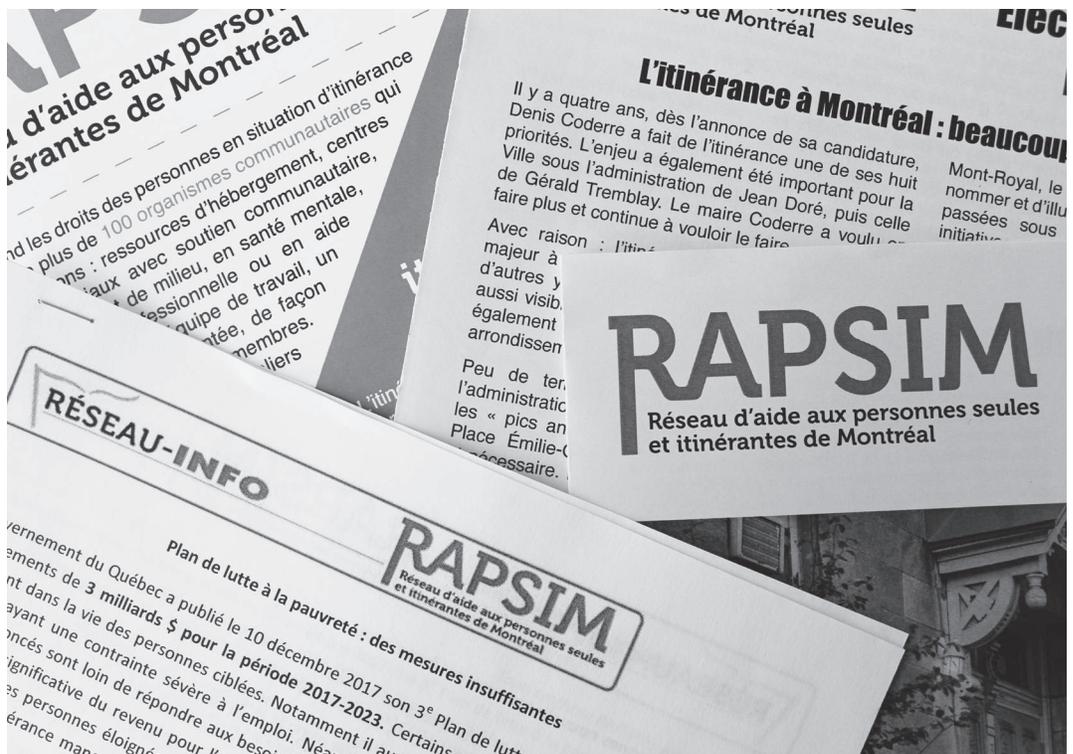
Poursuivre son travail pour mieux faire connaître à ses membres, ses partenaires et au public en général, sa vision, son approche, ses positions et son action sur la lutte à l'itinérance.

## INTERVENTIONS ET PUBLICATIONS DU RAPSIM

### INTERVENTIONS MÉDIATIQUES

Le RAPSIM a fait l'objet d'une importante couverture médiatique cette année, avec plus de 175 mentions dans les médias traditionnels. Les articles portaient sur différents sujets dont la lutte au profilage social, nos demandes dans le cadre des élections municipales, celles en matière de logement et nos réactions en lien avec le dénombrement.





## **FIL DE PRESSE**

Le RAPSIM produit une revue de presse compilant une sélection d'articles parus sur l'itinérance à Montréal, dans le reste du Canada ou à l'international. Ce fil de presse est envoyé une à deux fois par semaine à plus de 170 abonné.e.s, incluant des membres et partenaires.

## **MOT DANS L'ITINÉRAIRE**

Le RAPSIM a continué la publication de sa chronique dans le magazine *L'itinéraire*. Cette rubrique, renommée cette année le *Mot du RAPSIM*, permet d'aborder une diversité de questions en lien avec l'actualité, de visibiliser les réalisations de nos membres et d'y exprimer nos positions comme regroupement.

## **RÉSEAU-INFO**

En 2017-2018, le Réseau-Info, bulletin de nouvelles sur les enjeux et activités du RAPSIM, a été produit à 58 reprises. Ce bulletin est envoyé à plus de 200 personnes impliquées dans le travail de ses membres. Selon les objets, il est aussi diffusé plus largement à d'autres regroupements communautaires, partenaires institutionnels et politiques.

## **BABILLARD DU RAPSIM**

Chaque semaine, le babillard du RAPSIM permet de relayer auprès de nos membres les activités, mobilisations et offres d'emplois de nos membres et groupes alliés.

## **RÉSEAUX SOCIAUX**

Le RAPSIM a maintenu une activité importante sur les réseaux sociaux tout au long de la dernière année. Sa page Facebook est désormais suivie par 3322 personnes, alors qu'elle en rejoignait environ 2500 en 2017 et 1880 en 2016. Ses publications, notamment celles relayant des articles de presse, sont fréquemment partagées. Le RAPSIM est également actif sur Twitter, alors qu'une utilisation plus modeste de cet outil est faite principalement dans le cadre d'actions ou d'événements publics organisés par le RAPSIM.

## **DOCUMENT DE PRÉSENTATION DU RAPSIM**

Une nouvelle version du document présentant le RAPSIM, son approche, sa mission et son membership a été produite à l'été 2017. Cette brochure est un document utile pour les représentations et communications.

## **SITES WEB**

Le RAPSIM a continué d'alimenter son site web tout au long de l'année, en mettant en ligne ses communiqués de presse, documents d'analyse et annonces d'activités publiques. Le site a été consulté de façon soutenue avec un total de 45 500 visites faites par 24 000 personnes au cours de la dernière année.

De façon complémentaire à son propre site, le RAPSIM a maintenu une publication régulière sur le site Arrondissement.com en y diffusant ses communiqués de presse et autres textes. Plusieurs de ces publications ont fait l'objet de centaines de visites à travers cette plateforme web qui bénéficie d'une fréquentation active.

### **TRANSFERT DE CONNAISSANCES :**

Outre ses interventions médiatiques, le RAPSIM intervient dans différents lieux pour y faire connaître ses positions. À celles déjà évoquées dans les différentes sections de ce bilan, s'ajoutent les interventions suivantes :

- 19 et 20 octobre : 2 présentations en ateliers lors du Colloque national sur l'itinérance portant sur *L'itinérance au-delà des chiffres* (90 personnes).
- 20 octobre : Interventions sur le contexte et les enjeux de la lutte à l'itinérance, en tant que co-porte-parole de la Nuit des sans-abri (200 personnes présentes et couverture médiatique).
- 15 février : Présentation sur les enjeux du dénombrement, en plénière dans le cadre de l'AG du RSIQ (70 personnes).
- 15 février et 17 mai : Présentations sur les enjeux itinérance du 3<sup>e</sup> Plan de lutte à la pauvreté, dans le cadre de l'AG du RSIQ (30 personnes) et celle du Collectif pour un Québec sans pauvreté (20 personnes).
- 23 février : Présentation en panel sur les enjeux itinérance dans le cadre du Colloque sur l'accès à la justice organisé par Juripop (80 personnes).
- Trois présentations ont également été faites à des étudiant.e.s en urbanisme de l'UQÀM, en médecine et en service social de l'Université de Montréal (150 étudiant.e.s rejoint.e.s au total).

## Annexe 1: MEMBRES DU RAPSIM

Abri de l'espoir  
Action-Autonomie  
Action Jeunesse de l'Ouest de l'île (AJOI)  
Action-réinsertion/Sac-à-dos  
Anonyme – Unité d'intervention mobile  
Armée du Salut – Centre Booth \*  
Arrêt-Source  
Association Bénévole Amitié  
ADDs (Association pour la défense des Droits sociaux du Montréal Métropolitain)  
Association d'entraide Le Chaînon  
Association logement Amitié  
Atelier d'Habitation de Montréal  
Auberge du cœur – Le Tournant  
Auberge communautaire du Sud-ouest  
Auberge Madeleine  
Avenue hébergement communautaire  
À deux mains/Head and Hands  
Bâtir son quartier  
Bureau consultation jeunesse (BCJ)  
**Brin d'Elles**  
CACTUS Montréal  
C.A.S.A. Bernard-Hubert\*  
Centre associatif polyvalent d'aide Hépatite C (CAPAHC)  
CAP St-Barnabé  
Centre communautaire La Petite-Côte  
Centre d'écoute – Face à face  
Carrefour familial Hochelaga  
Centre d'amitié Autochtone  
Centre de jour St-James  
Centre de soir Denise-Massé  
Centre NAHA  
Chambreclerc  
Chez Doris  
Christ Church Cathedral\*  
**Cirque Hors Piste**  
Clinique Droits Devant  
CIUSSS du Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal\*  
Comité BAILS  
Comité logement Ville-Marie  
Comité social Centre-Sud  
Dans la rue  
Dauphinelle  
Dîners Saint-Louis  
Dianova Canada  
Diogène  
Dopamine  
En Marge 12-17  
Entraide-Logement Hochelaga-Maisonneuve  
Escale Famille le Triolet  
Exeko  
Foyer des jeunes travailleurs et travailleuses de Montréal  
GEIPSI (Groupe d'Entraide à l'Intention des Personnes Séropositives et Itinérantes)  
Groupe CDH  
GIT (Groupe Information Travail)  
Groupe Paradoxe  
Habitations L'Escalier de Montréal  
Habitations populaires de Parc-Extension (HAPOPEX)

Habitations du Réseau de l'Académie (RESAC)  
Information alimentaire populaire Centre-Sud  
Infologis de l'Est de l'île de Montréal  
**Le Boulot Vers**  
**Les Valoristes**  
L'Itinéraire  
Logifem  
Logis Phare  
Logis Rose-Virginie  
Maison des Amis du Plateau Mont-Royal  
Maison du Partage d'Youville  
Maison du Pharillon  
Ma Chambre  
Maison Benoît-Labre  
Maison Grise de Montréal  
Maison d'Hérelle  
Maison Lucien-L'Allier  
Maison Marguerite de Montréal  
Maison de réhabilitation l'Exode  
Maison St-Dominique  
Maison St-Jacques  
Maison Tangente  
Maisons de l'Ancre  
Médecins du Monde  
Méta d'Âme  
Mission Saint-Michael's  
MultiCaf  
Œuvres St-Jacques  
P.A.S. de la rue  
Passages  
PIAMP (Projet d'intervention auprès des mineur-es prostitué-es)  
Plein Milieu  
Projets Autochtones du Québec  
Projet Genèse  
RAP Jeunesse  
Refuge des Jeunes de Montréal  
Réseau Habitation Femmes (RHF)  
Ressources Jeunesse de Saint-Laurent  
REZO – Santé et mieux-être des hommes gais et bisexuels  
Rue des Femmes de Montréal  
Sentier Urbain  
Service d'hébergement Saint-Denis  
SHAPEM  
Société Saint-Vincent-de-Paul  
Spectre de rue  
Stella  
Sidalys  
TRAC (Travail de rue Action communautaire)  
Villa Exprès pour toi  
YMCA du Québec – Premier arrêt et Dialogue  
Y des Femmes de Montréal

\* Groupe associé.

Nouveaux membres 2017-2018 en caractères gras.

## COMITÉ DIRECTEUR

### GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Centre hospitalier de l'Université de Montréal (CHUM)

Centre universitaire de santé de McGill (CUSM)

Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux du Centre-Sud-de-l'île-de-Montréal :

- Direction du programme jeunesse
- Direction régionale de la santé publique
- Direction santé mentale et dépendance
- Partenariat et soutien à l'offre de service
- Service régional des activités communautaires et de l'itinérance

CIUSSS de l'Est-de-l'île-de-Montréal

CIUSSS de l'Ouest-de-l'île-de-Montréal

CIUSSS du Centre-Ouest-de-l'île-de-Montréal

CIUSSS du Nord-de-l'île-de-Montréal

Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale

Ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion

Ministère de la Justice

Ministère de l'Éducation, des Loisirs et des Sports

Ministère de la Sécurité Publique, Réseau correctionnel de Montréal

Secrétariat à la région métropolitaine, ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire

Secrétariat aux affaires autochtones du ministère de Conseil exécutif

### VILLE DE MONTRÉAL

Cour municipale

Direction de l'habitation

Direction de la diversité sociale

Service de Police de la Ville de Montréal (SPVM)

Commissaire aux personnes en situation d'itinérance

### COMMUNAUTAIRE

Mouvement pour mettre fin à l'itinérance de Montréal (MMFIM)

Réseau d'aide aux personnes seules et itinérantes de Montréal (RAPSIM)

Société Makivik

## COMITÉ EXÉCUTIF

CIUSSS du Centre-Sud-de-l'île-de-Montréal, Service régional des activités communautaires et de l'itinérance

Direction de la diversité sociale de la Ville de Montréal

Réseau d'aide aux personnes seules et itinérantes de Montréal (RAPSIM)

## Annexe 3: MEMBRES DE L'OPÉRATION DROITS DEVANT (ODD) DU RAPSIM

### MEMBRES DU RAPSIM

L'Anonyme  
CACTUS Montréal  
Chez Stella  
Clinique Droits Devant  
Dîners St-Louis  
Dopamine  
GEIPSI  
L'itinéraire  
Maison Tangente  
Méta D'Âme

P.A.S. de la rue  
Plein Milieu  
Le Refuge des jeunes  
Spectre de rue  
YMCA – Dialogue  
YMCA – Premier arrêt

### ORGANISMES NON-MEMBRES

AQPSUD  
Projet Logement Montréal

## Annexe 4: MEMBRES DU COMITÉ LOGEMENT DU RAPSIM

### MEMBRES DU RAPSIM

Accueil Bonneau  
Atelier Habitation Montréal  
Auberge communautaire du Sud-Ouest  
Auberge Le Tournant  
L'Avenue Hébergement communautaire  
Association Logement Amitié  
Bâtir son quartier  
Bureau de consultation jeunesse  
CIUSSS du Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal  
Comité Logement Ville-Marie  
Dans la rue  
En Marge 12-17  
HAPOPEX  
L'itinéraire

GEIPSI (Groupe d'entraide à l'intention des personnes séropositives et itinérantes)  
Groupe CDH (Groupe Conseil en Développement de l'Habitation)  
Maison Marguerite  
Passages  
Refuge des Jeunes  
Réseau Habitation Femmes  
Ressources jeunesse de Saint-Laurent  
SHAPEM (Société d'habitation populaire de l'Est de Montréal)  
Y des femmes

### ORGANISMES NON-MEMBRES

Action Solidarité Grand Plateau (ASGP)

## Annexe 5: MEMBRES DU COMITÉ PAUVRETÉ DU RAPSIM

Action-Réinsertion/Le Sac à Dos  
Auberge Le Tournant  
Auberge Madeleine  
CIUSSS du Centre-Sud-de-l'île-de-Montréal  
Dîners St-Louis  
GEIPSI  
Groupe Information Travail (GIT)

L'itinéraire  
Maison Benoît Labre  
MultiCaf  
P.A.S. de la rue  
Y des Femmes  
YMCA – Dialogue

# DÉLÉGATIONS ET PARTICIPATION DU RAPSIM ET DE SES MEMBRES

## **COMITÉ DE LIAISON SUR LES PARTENARIATS : CIUSSS DU CENTRE-SUD-DE-L'ÎLE-DE-MONTRÉAL (SERVICE RÉGIONAL) – ORGANISMES**

Alice Lepetit

## **DÉLÉGATIONS AUX RENCONTRES DU RSIQ**

Alice Lepetit

Catherine Giroux, Maison du Père

Carmen Blais, Armée du Salut, Centre Booth

France Labelle, Le Refuge des jeunes

François Boissy, Maison du Père

Gabrielle Neamtan-Lapalme, SHAPEM

Guy-Pierre Lévesque, Méta d'Âme

Marika Vazquez Tagliero, Coopérative Les Valoristes

Myrlande Myrand, Dans la rue

Pierre Gaudreau

Richard Chrétien, Sac à Dos

Robert Brunet, Comité Logement Ville-Marie

Yvon Couillard, GEIPSI

## **COMITÉ D'ANALYSE DES PROJETS DE LA STRATÉGIE DES PARTENARIATS DE LUTTE CONTRE L'ITINÉRANCE**

Pierre Gaudreau, Robert Théorêt

## **CONSULTATION SUR LE PROFILAGE SOCIAL ET RACIAL À MONTRÉAL**

France Labelle, Élise Solomon

## **COMITÉ DE VIGIE – STRUCTURE DE LA GESTION DES ESPACES PUBLICS (BRIGADE DES ESPACES PUBLICS DU SPVM)**

Élise Solomon

## **COMITÉ SCIENTIFIQUE DU COLLOQUE NATIONAL EN ITINÉRANCE**

Pierre Gaudreau

## **COMITÉ CONSULTATIF SUR L'ITINÉRANCE**

Pierre Gaudreau

## **COMITÉ DU MAIRE EN ITINÉRANCE**

Pierre Gaudreau

## Annexe 7 : COUVERTURE MÉDIATIQUE DU RAPSIM

Date	Média	Sujet
15 mai	1: L'itinéraire	375 <sup>e</sup> : cohabitation ou nettoyage?
16 mai	3: Le Devoir (web, numérique, papier)	Aide sociale et pauvreté
5 juin	1: Agora Centre-Sud	Inauguration de logements sociaux par Le Sac à Dos/présence ministre Duclos
11-12 juin	3: SRC: TJ Montréal (web); Radio nouvelles	Utilisation du taser
17, 21 juin	8: Le Journal de Montréal (web, numérique, papier); Le Devoir (web, numérique, papier); The Gazette (web, papier)	Profilage social
14 juillet	3: Le Devoir (web, tablette, papier)	SRA
26 juillet	2: Énergie 98,9: Québec/La Commission Gendron (Radio, web); The Gazette	Mort de Kimberly Gloade; accès aux services de santé
31 juillet, 6 août	5: Le Devoir (web, numérique, papier); RDI; V Infos week-end	<b>Coût de l'itinérance</b>
21 août	2: Le Métro	École d'été sur l'itinérance
28 août	7: Le Métro (papier, web); SRC Radio: Le 15-18; Global TV; V Télé; CTV	<b>7 millions \$ pour le soutien communautaire en logement social</b>
8 septembre	1: Huffington Post	Élections Montréal – Itinérance bilan en logement
8 septembre	1: Huffington Post	Objectif emploi: En évitant la rue – Lettre ouverte
8 septembre	2: SRC (radio, web)	Square Viger
13 septembre	7: CTV (télé, web); CBC (télé, web); Huffington Post; La Presse + (web)	Le RAPSIM se réjouit des recommandations adoptées sur le profilage social
14-15 septembre	3: Le Métro (papier, web); La Presse (web)	Annonce du 2 <sup>e</sup> dénombrement
25 septembre au 6 novembre	12: SRC Radio: Le 15-18; Radio Concordia; CTV (télé, web); Métro Montréal (papier, web); TVA nouvelles (télé, web); The Gazette (papier, web); Huffington Post; CIBL: La matinale	<b>Élections municipales: bilan et demandes du RAPSIM</b>
4 octobre	6: Huffington Post; Métro (papier, web); Radio-Canada (web); L'actualité (web); CTV News (web)	<b>Engagements de l'équipe Denis Coderre en itinérance</b>
20 octobre	2: Huffington Post; Radio-Canada	<b>Engagements de Projet Montréal en itinérance</b>
20-21 octobre	9: SRC Radio: La Presse canadienne; 95,1 Rouge FM; La Presse (web); L'actualité (web); Radio-Canada (web); Journal Métro (web); TVA Nouvelles; CTV	<b>Nuit des sans-abri / enjeux: élections municipales + Québec et Ottawa</b>
10 novembre	5: Journal de Montréal (papier, web); TVA Nouvelles (web); 24 H (papier, web)	Services d'hébergement d'urgence
14 novembre	3: Le Devoir (web, numérique, papier)	France Labelle sur le profilage, la pauvreté et le logement
Décembre 2017	1: Journal du Barreau	Itinérance – Profilage social: Encore du chemin à faire
5 décembre	5: Le Journal de Montréal; Le 24 heures (papier, web, tablette)	Tickets de la STM: Profilage social, tarification sociale

Date	Média	Sujet
7 décembre	3: Le Devoir (web, tablette, papier)	Itinérance des femmes
11 décembre	1: Huffington Post	Plan de lutte à la pauvreté
18 décembre	3: Le Devoir (web, numérique, papier)	Hébergement d'urgence, hiver, <i>Wet services</i>
21 décembre	2: Journal de Montréal (papier); 24H (web)	Tickets de la STM: Profilage social
26 décembre	2: RDI: RDI Le Matin et Le téléjournal	Contexte en itinérance, réponses des gouvernements
5 janvier	1: Huffington Post	Au-delà de l'hiver – L'itinérance en 2018
5-6 janvier	3: 24H (papier, web); Huffington Post	Situation des ressources d'hébergement; débordement des ressources pour femmes
7-11 février	4: TJ Montréal: national; SRC: Le 15-18; Huffington post	Décès de Pierre Coriolan/de personnes en crise, actions à mener pour les prévenir
27 février	1: CTV Television	Le dénombrement des personnes itinérantes en 2018
5 mars	2: Radio-Canada: TJ 18h, Ici Première Chaîne: Gravel le Matin	Les <i>Wet services</i> à Montréal
6-7 mars	9: Global, CTV; Le Devoir (papier, web, numérique); CBC TV; The Gazette (papier, web); LCN	Annonce de Québec: 11 millions\$ pour le suivi et le soutien en logement
7-8 mars	19: The Gazette (papier, web); Métro, (papier, web); 24 heures et Journal de Montréal (papier, numérique, web); TVA Nouvelles (télé et web); SRC: TJ, Le 15-18; Global; CTV TV, CBC TV; La Presse; CJAD	<b>Sortie du Plan d'action montréalais en itinérance 2018-2020</b>
13-14 mars	4: Le Devoir (papier, numérique, web); Métro	Texte sur l'exercice du dénombrement
16 mars	1: CTV	Forum le Point sur la lutte à l'itinérance
24 mars	3: Le Devoir (papier, web, numérique)	Les Canadiens errants – Critique du <i>Housing first</i>
23-30 mars, 23, 24 et 25 avril	8: LCN: Mario Dumont (télé, web), La Presse (web, numérique); 6: Journal Métro (papier, web)	<b>Dénombrement:</b> Cela n'arrive pas qu'aux autres; Itinérance des femmes; des autochtones, dans les quartiers
12 avril, 30 avril	4: Huffington Post Québec (web)/ 3: Le Devoir (papier, numérique, web)	Départs de membres du RAPSIM
8 mai, 10-11 mai	4: Huffington Post Québec (web); LCN: TVA Nouvelles; V Télé	Pour une approche globale dans la SPLI

Total en date du 11 mai 2018 : 173.

## Annexe 8: MOT DU RAPSIM DANS L'ITINÉRAIRE

Date	Titre
1 <sup>er</sup> juin 2017	4 murs ce n'est pas assez !
15 juin 2017	Des fonds à investir rapidement
1 <sup>er</sup> juillet 2017	Assemblée générale annuelle du RAPSIM: Moment fort de la vie associative
15 juillet 2017	Un fardeau qui persiste
1 <sup>er</sup> août 2017	L'itinérance: moins pénible l'été ?
15 août 2017	Objectif emploi... Destination Pauvreté ?
1 <sup>er</sup> septembre 2017	Les coûts de l'itinérance
15 septembre 2017	Élections: L'itinérance doit demeurer une priorité
1 <sup>er</sup> octobre 2017	Ottawa devant des choix déterminants
15 octobre 2017	Lutte au profilage social: Un vent d'espoir pour des avancées concrètes
1 <sup>er</sup> novembre 2017	L'itinérance des femmes, une responsabilité partagée
15 novembre 2017	Travailler dans l'ombre, Les centres de jour de Montréal
1 <sup>er</sup> décembre 2017	Itinérance: Un mandat clair pour Valérie Plante !
15 décembre 2017	SNL: Une occasion ratée de réinvestir dans le logement social
1 <sup>er</sup> janvier 2018	Plein d'espoirs pour 2018
15 janvier 2018	Hôpitaux abandonnés: Un énorme potentiel de reconversion
1 <sup>er</sup> février 2018	Les angles morts du troisième Plan de lutte à la pauvreté
15 février 2018	« Toronto doit s'inspirer de Montréal »
1 <sup>er</sup> mars 2018	Stratégie fédérale en itinérance: Plus de 100 millions\$ en jeu !
15 mars 2018	Pour un budget social, pas médical !
1 <sup>er</sup> avril 2018	Un Plan solide, ambitieux et pertinent !
15 avril 2018	Encore un dénombrement
1 <sup>er</sup> mai 2018	Le point sur la lutte à l'itinérance
15 mai 2018	Avez-vous dit <i>Wet services</i> ?

## Annexe 9 : LISTE DES SIGLES ET ABRÉVIATIONS

<b>CAJI</b>	Comité accompagnement justice itinérance
<b>CDPDJQ</b>	Commission des Droits de la Personne et des Droits de la Jeunesse du Québec
<b>CHUM</b>	Centre hospitalier de l'Université de Montréal
<b>CIUSSS</b>	Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux
<b>CIUSSS CS</b>	Centre intégré de santé et de services sociaux du Centre-Sud de l'Île-de-Montréal
<b>CUSM</b>	Centre universitaire de santé de McGill
<b>FOHM</b>	Fédération des OSBL d'habitation de Montréal
<b>FRAPRU</b>	Front d'action populaire en réaménagement urbain
<b>GRT</b>	Groupe de ressources techniques
<b>LDL</b>	Ligue des Droits et Libertés
<b>MSSS</b>	Ministère de la Santé et des Services sociaux
<b>MTESS</b>	Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale
<b>MMFIM</b>	Mouvement pour mettre fin à l'itinérance à Montréal
<b>NPD</b>	Nouveau Parti Démocratique
<b>ODD</b>	Opération Droits Devant
<b>OMHM</b>	Office municipal d'habitation de Montréal
<b>PAJIC</b>	Programme accompagnement justice à la Cour
<b>PLP</b>	Plan de lutte à la pauvreté
<b>PLQ</b>	Parti Libéral du Québec
<b>PSOC</b>	Programme de soutien aux organismes communautaires
<b>PQ</b>	Parti Québécois
<b>RIOCM</b>	Regroupement intersectoriel des organismes communautaires de Montréal
<b>RSIQ</b>	Réseau SOLIDARITÉ itinérance du Québec
<b>RAIIQ</b>	Réseau d'aide aux itinérants et itinérantes de Québec
<b>RAMQ</b>	Régie de l'assurance maladie du Québec
<b>SHDM</b>	Société d'habitation et de développement de Montréal
<b>SHU</b>	Services d'hébergement d'urgence
<b>SNL</b>	Stratégie nationale sur le logement
<b>SPLI</b>	Stratégie des partenariats de lutte contre l'itinérance
<b>SPVM</b>	Service de police de la Ville de Montréal
<b>SRA</b>	Stabilité résidentielle avec accompagnement
<b>STM</b>	Société de transports de Montréal
<b>UQAM</b>	Université du Québec à Montréal
<b>QS</b>	Québec Solidaire



[WWW.RAPSIM.ORG](http://WWW.RAPSIM.ORG) • [INFO@RAPSIM.ORG](mailto:INFO@RAPSIM.ORG)